

Éditorial

Quel avenir pour l'Europe?

Les neuvièmes élections européennes ont donc eu lieu, entre le 23 et le 26 mai, dans vingt-huit pays, Royaume-Uni compris. Si le scrutin de 2014 se déroulait sur fond de crise de la zone euro, en particulier dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande ou le Portugal, mais aussi de défiance généralisée vis-à-vis des politiques européennes, que dire de la cuvée 2019 ?

Au printemps, les électeurs eurent à faire leur choix au terme d'une législature qui aura vu un « Brexit » interminable¹, un « Grexit » définitivement avorté, une crise migratoire cristallisant tensions, hostilité et sentiment de peur, mais aussi drames humains et solidarités diversement contrastées², l'émergence ou la confirmation de gouvernements populistes et eurosceptiques (Hongrie, Pologne, Autriche, Italie) ou encore l'urgence de la question climatique.

Que traduisent dès lors les résultats issus des urnes ? Si le raz-de-marée national-populiste, espéré par certains et craint par tous les autres, a finalement été ramené à des proportions plus raisonnables, il n'en reste pas moins que la part des élus pouvant être considérés comme représentant une désaffection voire une hostilité vis-à-vis du projet européen est en augmentation constante. De gauche à droite, le nombre de parlementaires d'obédiences souverainiste, nationaliste ou eurosceptique passe de 169 à 229 sur 751 députés. Selon un rapide calcul, nous constatons donc que l'hémicycle européen comporte aujourd'hui 31% de députés, au mieux critiques, au pire hostiles, vis-à-vis de leur institution³.

L'Europe est-elle en crise ? Tout porte à le croire. Et même s'il est certain que l'institution bruxelloise n'est pas la seule au monde à connaître actuellement des turbulences, plusieurs causes intrinsèques apparaissent à l'analyse. Pour Olivier Starquit (voir p.4), la principale cause de rejet de l'Europe réside dans l'assujettissement de toute forme de politique à un agenda ordolibéral dont la priorité absolue est la constitution d'un marché régi par des règles de concurrence parfaite. Dans cette perspective, tout débat qui sortirait de ce cadre devient purement et simplement impossible et l'UE est alors perçue comme ce mastodonte supra-étatique qui concentrerait l'ensemble des pouvoirs utiles, au détriment des États et de ses électeurs.

Parallèlement, Geoffrey Grandjean discerne au contraire (voir ci-contre) les signes, pas si récents selon lui, d'une déconstruction progressive de l'Europe, victime des paradoxes de sa construction et de son histoire. Parmi ceux-ci, l'auteur pointe, d'une part, l'incapacité du projet européen de dépasser le modèle étatique, le pouvoir politique réel restant en réalité entre les mains des États ; et d'autre part, une identité incapable à assumer réellement une politique économique cohérente puisque toute une série de compétences, intimement liées à la politique économique, restent l'apanage des États nationaux.

Nous avons donc là deux visions pessimistes de l'Europe qui dépeignent pourtant celle-ci sous des traits qui s'opposent : Léviathan d'un côté, colosse aux pieds d'argile de l'autre. Aucune de ces deux images ne correspond d'ailleurs à l'idéal européen tel qu'il a été maintes fois décrit depuis Victor Hugo. Et, de fait, comme le rappelle Geoffrey Grandjean, il semble évident pour un nombre grandissant de gens que « L'Union européenne n'a pas tenu ses promesses quant à certaines de ses valeurs, dont le respect de la dignité humaine, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit ou encore de la solidarité. »

Faut-il préciser que la création récente, au sein de la Commission européenne, d'un poste de commissaire chargé de la « protection du mode de vie européen » n'est pas faite pour nous rassurer ?

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

1 À l'heure où nous rédigeons ces lignes, aucun accord n'est intervenu entre l'UE et le Premier ministre britannique Boris Johnson qui reste prêt au « no deal » quoi qu'il en coûte.

2 Ainsi, l'exemple de la France où des condamnations pour « délit de solidarité » furent prononcées.

3 Chiffre provisoire et susceptible d'évoluer quelque peu si les députés britanniques, majoritairement hostiles, quittaient le Parlement en cas de « Brexit ».

Numéro spécial :
Quelle Europe?

L'EUROPE DU FUTUR 2022



« L'Europe du futur 2022 » - © L'Atlas des préjugés, de Yanko Tsvetkov, éditions Les Arènes

Les paradoxes historico-politiques d'une Europe en déconstruction

Par Geoffrey Grandjean, Professeur de science politique (ULiège)

Les signes d'une Europe en déconstruction sont bien présents et ne sont pas si récents. Pensons d'abord aux débats sur l'avenir de l'Europe, lancés en 2001 lors du Conseil européen de Laeken. Un projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe est signé en 2004. Ce projet finit par échouer, les États ne voulant pas perdre leur souveraineté, notamment en termes symboliques. Pensons ensuite à la crise des dettes publiques à la fin des années 2000 qui frappent notamment durement la Grèce et qui aboutit à la mise en place d'un Mécanisme européen de stabilité et d'un Pacte budgétaire européen.

Il faut désormais se serrer la ceinture, ce qui alimente un rejet de l'Europe. Pensons en outre à la manière dont l'Union européenne et les États sont incapables de faire face aux défis migratoires. Des milliers de migrants meurent dans l'indifférence généralisée voire sont refoulés avec un certain entrain populaire aux frontières poreuses de l'Union européenne. Pensons enfin au Brexit qui va voir le Royaume-Uni quitter l'aventure européenne au prix, peut-être, d'une remise en cause fondamentale du principe historique du parlementarisme.

Ces différents événements mettent directement en cause les grandes valeurs énoncées dans le Traité sur l'Union européenne qui énonce en son article 2 :

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Au regard des différents événements précédemment cités, l'Union européenne n'a pas tenu ses promesses quant à certaines de ses valeurs, dont le respect de la dignité humaine, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit ou encore de la solidarité. Mais comment en est-on arrivé à une telle situation ? Si les causes sont bien évidemment multiples, nous souhaiterions proposer une piste d'explication qui

renvoie aux paradoxes qui sont au cœur du projet européen. La place étant limitée pour développer cette idée, nous n'en choisissons que deux qui pourraient aboutir à une déconstruction de l'Europe. Si ces deux paradoxes illustrent certainement à bon escient la devise de l'Union européenne « Unie dans la diversité » (car il faut de tout pour faire un monde), il n'en demeure pas moins qu'ils témoignent de l'indispensable cohérence pour envisager la pérennisation d'un système politique et, surtout, le vivre ensemble.

Premier paradoxe : l'Union européenne se montre incapable de dépasser le modèle étatique. En 1948, le Congrès de La Haye réunit une série de personnalités du monde politique, économique, intellectuel et syndical. Un projet d'Europe fédérée est énoncé dans un « Message aux Européens » qui envisage un transfert partiel du pouvoir des États vers une entité supranationale. La déclaration de Robert Schuman – qui lance véritablement la construction européenne –, du 9 mai 1950, va dans le même sens puisqu'il s'agit de confier à une Haute Autorité commune la production du charbon et de l'acier. Robert Schuman n'hésite d'ailleurs pas à parler de « fédération européenne » dont les décisions lient les États qui y adhèrent. Il s'agit donc bien d'avoir un niveau de pouvoir supranational qui décide à la place des États et dont les compétences doivent s'étendre progressivement, comme une tâche d'huile. La construction européenne a en effet permis de réaliser partiellement cet objectif puisqu'un nombre croissant de compétences sont désormais gérées par l'Union européenne.



10 11
12 13
OCT 2019



CONFÉRENCES - THÉÂTRE - CONCERTS - CINÉMA

LA CITE MIROIR SAUVENIÈRE LIEGE

Henri Bartholomeeusen • Henri Pena-Ruiz • Isabelle Boni-Claverie
Tania De Montaigne • Pascal Chabot • Edouard Delruelle
Jean Leclercq • Adriana Costa Santos • Christine Mahy
Paul Jorion • Arnaud Zacharie • Djemila Benhabib
Dounia Benslimane • Chafik Chraïbi • Danny Singoma
Guy Haarscher • Michel Rosenfeld • Jérôme Jamin
Patrick Pelloux • Joan-Francesc Pont Clemente • Philippe Raxhon
Isabel Allende Bussi • Marco Cappato Jonathan De Lathouwer
Valérie Piette • Caroline Sägesser • Bérangère Taxil • Eric Favey
Albert Moukheiber • Bernard Rey • François Hollande

Avec les spectacles **Esperanza Europa** d'Aziz Chouaki, **Laïka** et **Pueblo** de David Murgia et Ascanio Celestini, **Féfé & Leeroy**, **L'Or du commun**, l'exposition **Darwin, l'original** et les films **Alice et le Maire**, **Bacurau** et **Papicha**

50ANS.LAICITE.BE

Une organisation de



Avec le soutien de



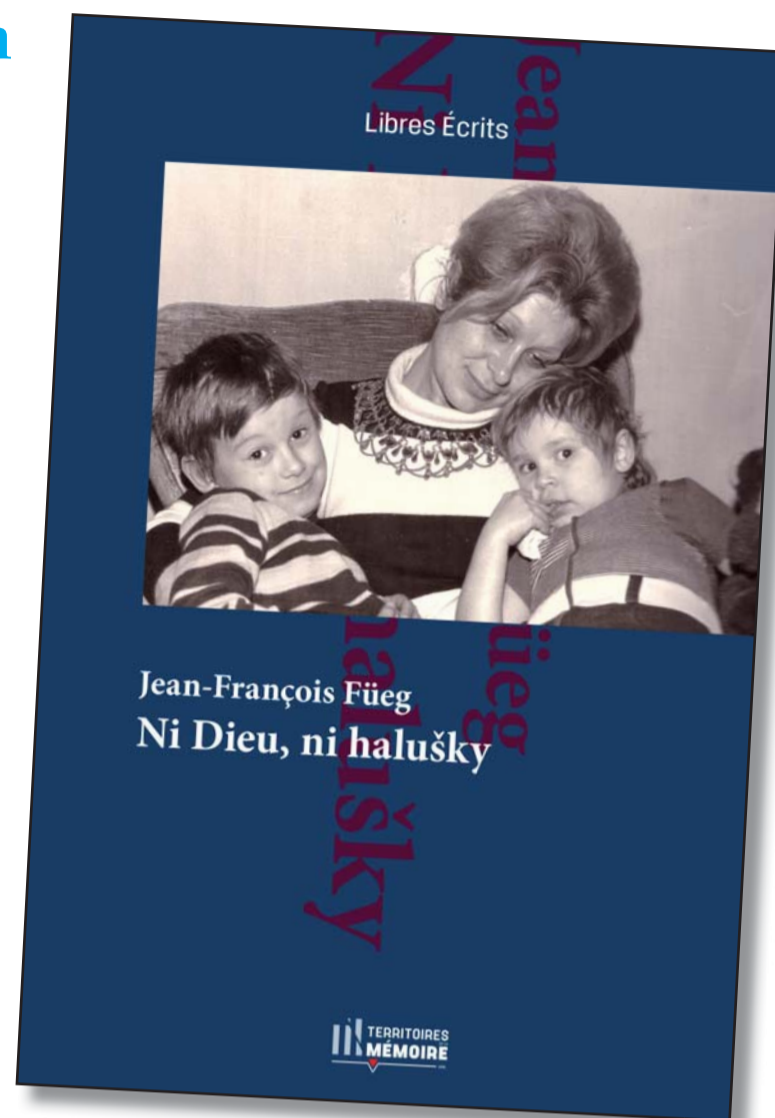
Ni Dieu, ni halušky : nouvelle publication aux Territoires de la Mémoire

Ce mois d'octobre voit la parution, dans la collection « Libres Écrits », du troisième livre de Jean-François Füg aux éditions des Territoires de la Mémoire. Fidèle à son habitude, l'auteur plonge dans son histoire familiale pour en exhumer des questionnements à la portée plus vaste. Dans *Ni Dieu, ni halušky*, le concept de « stress identitaire » est interrogé. Comment appréhender son identité quand celle-ci s'est forgée par la dissimulation, le refoulement voire le mensonge ? Peut-on apprendre à connaître et à accepter l'Autre si on ne se connaît pas et ne s'accepte pas d'abord soi-même ? Voici les questions que, parmi d'autres, ce remarquable ouvrage laisse à notre appréciation.

« À force d'avancer masqué, on finit par douter de sa propre existence. Ma mère avait louvoyé toute sa vie, en évitant soigneusement de révéler ses origines. Elle avait dû ruser, adopter consciencieusement les comportements et les usages du groupe qu'elle avait intégré. Elle avançait dans l'existence comme si le chemin était semé d'embûches, comme si elle s'attendait à ce qu'un ennemi en embuscade lui tombe sur le dos à tout moment, afin de désigner aux yeux de tous, la fille du boucher slovaque.

L'intuition que notre famille souffrait de stress identitaire m'est venue vers vingt ans sans que je puisse définir précisément les contours de ce mal. Nous n'étions ni nostalgiques, ni déracinés, nous partagions les valeurs et la culture d'un pays dans lequel nous étions tous nés et notre assimilation impeccable se traduisait par une méconnaissance quasi-totale des langues des pays d'où, moins de quarante ans plus tôt, nos aînés avaient émigré. En fait, c'est précisément le déficit identitaire qui nous caractérisait ou plutôt le rejet méthodique de tout ce qui aurait pu nous relier aux patries de nos ancêtres. Ce n'est que beaucoup plus tard que j'ai compris que c'était précisément cette absence, ce manque de repères qui avait pesé sur nos relations familiales. »

Jean-François Füg est historien, il a été archiviste et a publié une cinquantaine d'articles sur des questions touchant à l'histoire du XX^e siècle, en particulier de l'entre-deux-guerres. Il est notamment l'auteur de *Jozef Bielik n'est pas un héros* (Les Territoires de la Mémoire, 2013) et *Les oreilles des éléphants* (Weyrich, 2017), *Robert Füg n'est pas un salaud* (Les Territoires de la Mémoire, 2018) et *Notre été 82* (Weyrich, 2019)



Jean-François FÜG, *Ni Dieu, ni halušky*, Liège, Territoires de la Mémoire, 2019, 9€

Note critique

Armel JOB, *Dans la gueule de la bête*, Paris, Robert Laffont, 2014.

Inspiré de faits réels, *Dans la gueule de la bête* nous plonge au cœur de la Cité Ardente sous occupation allemande. Doté d'une plume claire et précise, l'auteur s'attache à portraiturer minutieusement le quotidien ardu des Liégeois.e.s d'origine juive qui tentent d'échapper au contrôle de l'occupant nazi, ainsi que des personnes impliquées dans leur protection. Pour ce faire, le lecteur voyage de récit en récit, alternant ainsi les focalisations narratives, afin de mettre en lumière les actes de résistance individuels ou collectifs au fil de cette période troublée. Enfin, en dépit d'un style chargé en descriptions, Armel Job réussit avec brio à retracer l'engagement de citoyens ordinaires face à une situation d'urgence humanitaire. Une thématique intemporelle qui rappelle inexorablement au lecteur la crise migratoire à laquelle nous sommes confrontés ces dernières années et l'interpelle quant à son propre engagement citoyen ainsi qu'à ses moyens de résistance vis-à-vis de la situation sociétale et politico-sociale actuelle. Un roman digne d'intérêt à découvrir sans tarder...



Et vous, l'Europe ça vous fait rêver ?

Prochain « Aide-mémoire fait débat » le 28 novembre :
Il en est où l'imaginaire européen ?

Le jeudi 28 novembre prochain à 19h, rejoignez-nous pour partager vos imaginaires sur l'Europe, pour la rêver (ou pas), la déconstruire, la reconstruire, la dézinguer ou la défendre... nous dire comment vous la sentez, vous, cette grande Union à 12 étoiles qui brillent sur le bleu du ciel, symbole de solidarité et d'harmonie entre les peuples...

On mélangera tout ça autour d'un bon verre et puis on verra ce qu'il en ressort !



Le 26 mai, comme prévu, les élections européennes ont été éclipsées par les autres scrutins. Puis, lorsqu'il a été question de désigner un commissaire européen pour la nouvelle Commission, le gouvernement minoritaire et en affaires courantes a fait fissa, par le biais d'un Conseil des ministres électronique, ratant l'occasion de ramener le débat européen au sein des hémicycles nationaux, tout ceci sans que cela suscite de nombreux émois.

Une explication partielle réside dans le fait que, dans certains pays et particulièrement en Belgique, l'Union européenne, depuis sa création est « totémique. Ce qu'elle représente toujours dans l'imaginaire de la gauche – la concrétisation d'un projet politique permettant d'en finir pour toujours avec les nationalismes criminels du 20^e siècle – l'emporte sur la réalité, à savoir une construction juridique et politique permettant d'imposer de force le libéralisme économique aux peuples européens¹ ». Et ce dogme européiste ou europhile a fait de l'intégration européenne un mythe indiscutable et indiscuté, un contenant creux et dépolitisé alors que, au-delà de son aspect fantasmé, dûment entretenu (cette fameuse Europe sociale et démocratique), la construction réelle de l'Union européenne, c'est le grand marché, la concurrence libre et non faussée qui repose notamment sur l'application de l'ordolibéralisme (nous y reviendrons). Et dans l'admiration béate de l'Union européenne imaginaire et imaginée, la plupart des forces de gauche ont accepté ce mode de pensée dominant (quand elles ne le promeuvent pas).

Ce programme idéologique, dont une des plus parfaites illustrations n'est autre que la séquence grecque qui a vu un peuple étranglé par les diktats de la troïka, découle de l'application des préceptes de l'ordolibéralisme, une variation austère du libéralisme née en Allemagne, rejetée par Konrad Adenauer et par conséquent appliquée au niveau européen, notamment sous l'égide de Ludwig Erhard. Selon ce modèle économique, également connu sous le terme d'économie sociale de marché et pour lequel le caractère souverain des politiques publiques est une véritable abomination, l'intervention de l'État a essentiellement pour objectif d'assurer la concurrence entre acteurs privés et par conséquent, « les politiques de l'Union européenne sont pilotées par une structure technocratique et reposent sur un dogme présent comme incontestable, la concurrence par le marché² ».

Pour mettre en œuvre l'article 3 du Traité sur l'Union européenne qui promet le développement durable de l'Europe, fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix et une économie sociale de marché hautement compétitive, le modèle politique préconisé va prendre la forme d'une gouvernance technocratique autoritaire où « le contrôle des indicateurs par des autorités administratives prend le pas sur la discussion collective, le vote des citoyens et la responsabilité politique³ ». Dès son instauration, la construction européenne va viser à neutraliser le droit national « en créant, politiquement, un mythe indépassable et, techniquement, une hiérarchie des normes juridiques qui assurerait la primauté du droit européen sur le droit national⁴ ». Ce changement de paradigme implique une domination des juristes et des technocrates et induit également que la politique monétaire et celle de la concurrence doivent échapper au débat démocratique.

La crise financière de 2009-2010 a fait office de révélateur montrant indubitablement que « dorénavant, la loyauté politique des dirigeants des États de l'Union ne s'adressait plus à leurs populations mais était inféodée aux exigences des grands créanciers internationaux, du FMI aux institutions bancaires transnationales⁵ ». Cette période « doit être consigné[e] comme le moment du renversement de loyauté des dirigeants et comme l'abandon assumé des classes populaires à un destin social de grande pauvreté⁶ ». Ce rouleau compresseur n'est pas sans conséquences : puisque la monnaie a été sanctuarisée dans les traités, la seule variable d'ajustement qui reste est le salaire et les peuples se voient donc mis en concurrence les uns avec les autres, avec création d'un

ressentiment adéquatement instrumentalisé par les forces de droite nationaliste qui promeuvent un repli national et désignent de faux ennemis.

Questions stratégiques

La construction européenne pose un problème de nature systémique à la gauche : comment construire un pouvoir de gauche au niveau européen ? Un projet de gauche peut-il faire l'économie d'un affrontement avec l'Europe ? La sortie de l'Euro et la rupture avec l'Union européenne sont-elles des conditions *sine qua non* d'une autre Union européenne ? Est-il envisageable de jeter les bases d'une autre construction européenne à partir d'une rupture électorale nationale ? Comment européaniser les luttes ? Comment influencer sur l'Union européenne alors que la plupart des luttes restent nationales et ne se mènent pas ou rarement simultanément ? « Est-il raisonnable de vouloir développer un projet politique de gauche dans le cadre des structures actuelles de l'Union puisque ces dernières ont précisément été conçues pour parer à cette éventualité⁷ ? » Car, « soutenir une construction communautaire imprégnée de libéralisme contribue à verrouiller les perspectives de transformation sociale. En participant au jeu, on risque de le légitimer et de contribuer à la conservation du système tout entier⁸ ». Ainsi, « une gauche en rupture avec le néolibéralisme est placée devant une alternative implacable : ravalier ses ambitions de transformation écologique et sociale afin de devenir euro-compatible, ou désobéir et *in fine* rompre avec l'UE⁹ ».

Ces questions témoignent d'une fracture stratégique que l'on pourrait présenter de manière un peu simple comme suit : faut-il pour provoquer la rupture, invoquer un fédéralisme européen d'une autre nature, plus démocratique, ou en revenir au modèle de l'État-Nation plus propice à laisser de la marge à des politiques de gauche ? Mais ce recentrage sur le niveau national garantit-il nécessairement et pour autant une politique économique progressiste ? Alors que pour la plupart des partis sociaux-démocrates, « le désir devenu fantasme d'un possible changement de l'intérieur sert de perspective politique ultime¹⁰ », alors que l'Europe sociale, d'Arlésienne est clairement devenue un oxymore, « tout mouvement politique qui se réclame de la gauche ou qui se dit progressiste doit faire un choix : soit il accepte la primauté du droit européen tel qu'il existe, soit il défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est-à-dire à revenir s'ils le décident sur des acquis communautaires¹¹ » : aucune politique de gauche n'est possible sans restaurer la primauté du droit national sur le droit européen.

La démocratie dévoyée

Comme nous l'avons vu, les milieux dirigeants européens mettent résolument à profit la crise pour faire avancer leur conception de l'Europe, une Europe dans laquelle la totalité des pouvoirs aurait été transférée à « des instances technocratiques européennes indépendantes des pouvoirs élus, au détriment du niveau national soumis au vote démocratique¹² » et, partant plus fragiles face aux mouvements sociaux. L'union économique et monétaire serait ainsi devenue un instrument permettant de gérer de manière autoritaire les contradictions économiques et sociales générées par la crise (ce que Cédric Durand désigne sous le vocable de « césarisme bureaucratique » : en cas de crise, les classes dominantes sont fragilisées et elles souhaitent pouvoir réagir rapidement par le biais de la désactivation des procédures démocratiques). Or il convient de rappeler que ce que Frédéric Lordon désigne sous l'expression de « soustraction démocratique » revient à ôter du domaine de la décision démocratique des pans entiers de la politique. Au fil du temps, l'Union européenne a neutralisé par voie constitutionnelle des politiques économiques, budgétaires et monétaires (rappelons en guise de boutade que l'Union européenne partage avec l'ex-Union Soviétique la caractéristique d'avoir ancré dans sa constitution – ou ce qui en fait office – une politique économique) et est de plus en plus devenue l'endroit « d'où s'impulse la radicalisation des politiques néolibérales : un espace de prise de décision où l'influence de la volonté populaire est systématiquement tenue à distance¹³ ». Pour Cédric Durand, ce « grand saut en avant dans l'intégration procède d'une dé-démocratisation aux allures autoritaristes¹⁴ » par le

biais d'une accélération du processus d'intégration sans légitimité démocratique et par une radicalisation de l'agenda des réformes néolibérales, ce qui revient à « asphyxier la délibération démocratique pour mieux livrer les sociétés européennes au processus d'accumulation du capital¹⁵ ». Sous l'effet d'aubaine que représente la crise, l'Union européenne a pris la forme d'un régime politique autoritaire, disposé à suspendre les procédures démocratiques en invoquant l'urgence économique ou financière.

Conclusions provisoires

De tout ceci, il ressort indubitablement que « nous avons affaire ici à de véritables problèmes qui appellent des élaborations complexes mais aussi des décisions quant aux choix stratégiques qui s'offrent à nous¹⁶ », que « la refondation de l'Europe n'apparaît plus comme un horizon lointain mais comme une question d'actualité¹⁷ » et que, dans ce cadre, la rupture n'est pas une fin en soi mais qu'elle pourrait s'avérer être un moyen indispensable. L'Europe doit devenir « l'enjeu et le cadre des conflits sociaux, idéologiques, passionnels, en bref politiques qui concernent son propre avenir. Paradoxalement, c'est lorsque l'Europe sera contestée (...) au nom du présent qu'elle divise et de l'avenir qu'elle peut ouvrir ou fermer qu'elle deviendra une construction politique durable. (...) Mais une Europe démocratique est une Europe dans laquelle les luttes populaires foisonnent et font obstacle à la confiscation du pouvoir de décision¹⁸ ».

Est-il exagéré de dire que l'Union européenne constitue en quelque sorte un bain révélateur de certaines impasses actuelles : crise de la social-démocratie, crise de la démocratie, faillite et surdité des élites, question du rapport au politique. Or « refaire de la politique signifie recouvrer le droit de discuter de tout ce dont nous sommes interdits de discuter¹⁹ » et puisque « la démocratie consiste dans le droit irrécusable à la réversibilité, à la possibilité permanente et inconditionnelle de la remise en jeu dans le cadre de la délibération politique ordinaire²⁰ », il importe par conséquent de débattre de cette question éminemment importante que sont les dérives autoritaires actuelles de l'Union européenne.

1 Collectif « Chapitre 2 », *La gauche à l'épreuve de l'Union européenne*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant, coll. « Détox », 2019, p.110.

2 *Idem*, p.60.

3 Aline AUBET, « L'Union en mal de démocratie » in *L'intérêt général* n°4, avril 2019, p.36.

4 Charlotte GIRARD, « Le carcan du droit européen » in *L'intérêt général* n°4, avril 2019, p.56.

5 Corinne GOBIN, « Gilets jaunes, le retour de la démocratie ? » in *Politique, Revue belge d'analyse et de débat*, n°108, juin 2019, p.103.

6 *Idem*, p.107.

7 Bernard CASSEN, « Désobéissance civique pour une Europe de gauche » in *Le Monde diplomatique*, octobre 2012, p.4-5.

8 Anne-Cécile ROBERT, « Quand le jeu politique asphyxie le mouvement social » in *Le Monde diplomatique*, mai 2009, p.18-19.

9 Razmig KEUCHEYAN et Cédric DURAND, « Désobéir à l'Union européenne » in *Regards*, 7 juin 2014, <http://www.regards.fr/web/Desobeir-a-l-Union-europeenne>, 7338.

10 Antoine PRAT, « Une histoire incroyable du miracle européen » in *L'intérêt général*, n°4, avril 2019, p.10.

11 Fabien BENOIT, « Luttés sociales : comment dépasser les frontières ? » in *L'intérêt général*, n°4, avril 2019, p.48.

12 Les Économistes atterrés, « Introduction » in *Changer l'Europe!*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2013, p.16.

13 Cédric DURAND, « Une ruse de la raison internationaliste » in *Contre-temps*, 29 mai 2013, <http://www.contretemps.eu/interventions/ruse-raison-internationaliste>.

14 Cédric DURAND, « L'embaras européen » in *La Revue des Livres* n°14, novembre-décembre 2013, p.4.

15 Cédric DURAND, « Introduction : qu'est-ce que l'Europe ? » in *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique, 2012, p.8.

16 Jérôme VIDAL, « Pour en finir avec la grande dé-démocratisation européenne » in *La Revue des livres* n°14, novembre-décembre 2013, p.5.

17 Elisabeth GAUTHIER, Marie-Christine VERGIAT, Louis WEBER, *Changer d'Europe*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant, 2013, p. 95.

18 *Idem*.

19 Frédéric LORDON, « Sortir de l'Euro » in *Ballast* n°3, automne 2015, p.33.

20 Frédéric LORDON, « Lordon sort de l'euro ! (2) », <https://la-bas.org/la-bas-magazine/les-archives-radiophoniques/2013-14/avril-541/lordon-sort-de-l-euro-2>.



Vous sentez-vous européen ? La construction d'une « identité » européenne

Par Gilles Rahier et Nicolas Bruwier

« Pourquoi nos pays ont-ils décidé de créer cette communauté de l'Entente ? Pour la paix. Mais au-delà de la paix ? Pour la prospérité. Et au-delà de la prospérité ? Est-ce pour faire leurs, à nouveau, les vieux démons des nations : la compétition et le désir de domination ? (...) Le passé nous montre que nous n'avons que très rarement été capables d'inventer un autre projet que celui de la domination. Et pourtant, la construction européenne n'aura de sens que si elle est l'occasion d'inventer un nouveau but civilisationnel. »¹

L'Europe, oui, l'Europe

Quand on parle de l'Europe, on aborde souvent la construction européenne, issue de l'aspect historique du développement d'une paix continentale depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cependant, l'histoire de l'Europe a toujours été liée d'une manière ou d'une autre à des concepts de domination, qu'ils soient extérieurs (colonialisme et néocolonialisme) ou intérieurs. Depuis sa création politique, une des grandes questions est le sentiment d'appartenance à cette construction politique. Est-ce que les citoyens européens (vous et nous) approuvent ou partagent une adhésion à l'Europe et plus précisément à sa création politique, l'Union européenne ? Il faut clairement ici différencier le concept « Europe » (la paix, les Droits humains et le respect de la vie humaine étant les valeurs les plus importantes pour ses habitants²) et les réalisations pragmatiques et politiques de l'Union européenne, même si cette différenciation n'est pas toujours faite par cette dernière.

Votre réponse serait profondément subjective et variable suivant votre situation sociale, économique, culturelle, territoriale, etc. L'identité collective est d'abord vécue de manière individuelle. Elle est ressentie par l'ensemble des membres d'un groupe, c'est pourquoi on préfère parler de « sentiment d'appartenance » à une communauté spécifique. La question qui nous taraudait était de savoir si ce sentiment était inventé, créé de toute pièce par cette superstructure politique des États membres, de la même manière que peuvent être créées d'autres appartenances par les États nationaux ou par toute autre communauté. Il nous fallait donc analyser les mécanismes mis en place par l'Union pour favoriser cette affiliation à son projet.

L'identité européenne est complexe et multiple. Elle couvre de nombreux aspects, qu'ils soient individuels ou communautaires. Il serait très compliqué de la définir ou de critiquer la notion de « sentiment européen ». Notre idée ici n'est pas de remettre en doute son existence, de défendre ou de critiquer le projet européen lui-même (pour sa forme actuelle), mais de mettre en avant que la conjoncture actuelle, de doute et de remise en question au sein même de l'Union européenne (retour des frontières intérieures et extérieures, Brexit, montée des partis d'extrême droite dans de nombreux pays de l'Union et du sentiment souverainiste auprès des populations, etc.), aura amené un transfert des objectifs initiaux des programmes de subventionnement et d'échanges vers la prédominance du développement d'une identification à l'Union européenne et à ses valeurs théoriques. Or, il faudra y ajouter que, dans les faits, ces concepts d'humanisme et de développement ne sont pas accessibles à tous les citoyens européens, mais à une certaine classe sociale, éduquée et majoritairement universitaire, malgré les efforts entrepris depuis la réforme de l'Erasmus.

On peut donc se demander si les appels à projet et les nombreuses possibilités d'échange ne seraient pas un moyen de créer une identité européenne artificielle. « À l'origine, les fondateurs des programmes de mobilité soulignaient d'abord la nécessité de répondre aux défis économiques, technologiques et politiques lancés par d'autres grandes puissances. La formation du citoyen européen afin d'apporter une âme à l'Europe n'est apparue que dans un deuxième temps. Aujourd'hui, le programme porte aussi le souhait de faire advenir une citoyenneté européenne et d'augmenter les capacités d'adaptation des individus ainsi que leur employabilité. »³

Chaque année, l'Union européenne finance des programmes qui ont comme objectif, entre autres, de permettre l'identification et l'adhésion de ses participants (étudiants ou professionnels) au projet européen. Si beaucoup de citoyens européens ne croient actuellement plus au projet européen, la plupart du temps en réaction aux politiques néolibérales d'austérité et à la diminution de la qualité de vie pour les couches les plus précarisées de la population européenne, des millions d'euros sont dépensés pour défendre cette vision théorique de l'Europe et essayer de conserver cette identification communautaire.

Un des meilleurs exemples est la transformation vécue par le programme d'échange étudiant Erasmus. Il représente 14,7 milliards d'euros pour la programmation 2014-2020. En 2014, la création d'Erasmus+ avait pour objectif de « démocratiser » les échanges étudiants et d'ouvrir le programme à la formation professionnelle, aux stages et aux personnels enseignants et administratifs, aux jeunes travailleurs, aux jeunes de manière générale. Il avait comme but initial de forger une culture et une identité européenne par l'augmentation de la circulation des étudiants entre pays membres. Cependant, il s'est aussi vite transformé en système de renforcement de l'attractivité des universités face à la compétitivité d'autres zones. Ces échanges sont censés participer au renforcement de l'identité européenne face aux partis eurosceptiques.

Génération Erasmus

Le programme Erasmus voit le jour en 1987. Erasmus (European Action Scheme for the Mobility of University Students) a d'abord été conçu comme un plan de mobilité pour les étudiants européens à leur propre demande. C'est en effet l'AEGEE (Association des États Généraux des Étudiants de l'Europe) qui convainc François Mitterrand, alors Président de la République française, de proposer un financement du programme par la Commission européenne, dans une Europe encore divisée par le rideau de fer, avec une Communauté Économique Européenne qui ne regroupe « que » 12 pays membres, (soit 11 pays d'Europe Occidentale et la Grèce). Cette Europe ne connaît pas encore les frontières ouvertes de Schengen (1992), l'Euro (2002) et les vastes plan d'élargissement (1995, 2004 et 2007) qui verront sa population passer d'approximativement 318 millions d'habitants en 1985 à 513,5 millions en 2019. Depuis sa création en 1987 jusqu'à sa refonte en 2013, le programme Erasmus aura touché 3 millions de personnes et compte désormais 33 pays participants. Au fil des années, la notion de « génération Erasmus » est apparue de plus en plus fréquemment dans les médias et les débats politiques de plusieurs pays européens, comme l'Italie, pour parler de la nouvelle génération d'adultes ayant grandi dans une Europe sans frontières dans laquelle ils peuvent voyager librement.

Malgré son ouverture aux apprentis en 1995 et son élargissement en 2014 aux programmes jeunes avec le Programme Erasmus+, le dispositif est historiquement lié à l'enseignement supérieur. En 2016, les étudiants de l'enseignement supérieur de l'Union européenne étaient un peu moins de 20 millions (soit 3,8% de la population européenne) ; 300.000 d'entre eux ont suivi un Erasmus sur un total de 725.000 personnes ayant participé à un programme Erasmus+ au cours de cette même année⁴. La proportion de projets Erasmus+ hors du champ des études supérieures est clairement à la hausse et marque une tendance plus ouverte vers des profils autres que ceux de l'enseignement supérieur. Néanmoins, l'essence et l'aura du programme continuent d'être assimilées à une tranche de la population relativement limitée (les étudiants universitaires) qui vit une réalité entropique.

Les personnes ayant eu l'occasion de faire un séjour Erasmus pendant leurs études supérieures y ont rencontrés d'autres étudiants étrangers avec lesquels ils ont créés des liens d'amitié ou se sont retrouvés en couple. Selon les chiffres de la Commission européenne, 27% des anciens étudiants Erasmus déclarent avoir rencontré leur partenaire de vie pendant leur Erasmus et approximativement 1 million de « bébés Erasmus » seraient nés de ces unions. Il semblerait donc que l'effet de « génération » tel qu'il est entendu par les médias traditionnels soit lié à la visibilité médiatique et

politique des populations éduquées de classe moyenne. Selon les études sociologiques, la grande majorité de ces bénéficiaires se sentent alors « européens » et ils arrivent à définir la construction dans ses concepts de diversité nationale et d'unité supranationale.

Conclusion

Le sentiment d'appartenance européenne serait-elle donc l'apanage de la classe moyenne, cultivée et majoritairement universitaire ? Le rêve européen pourrait-il aussi être la création d'une « élite » europhile ? Comme nous l'avons montré, l'accès aux programmes européens se fait au profit de cette classe aisée et donc le sentiment d'appartenance ne peut être essentiellement que présente chez elle. Comme le note un baromètre sur la citoyenneté européenne⁵ :

- « Une majorité d'Européens qui ont étudié jusqu'à l'âge de 20 ans et plus, (66% contre 33%) se sent attachée à l'UE, tandis que seule une minorité de ceux qui ont quitté l'école à l'âge de 15 ans ou moins est de cet avis (43% contre 54%);
- Une minorité de personnes au chômage (44% contre 52%) et de femmes/hommes au foyer (47% contre 51%) se sentent attachées à l'Union européenne. Cependant, une majorité de personnes interrogées des autres catégories socioprofessionnelles se sent attachée à l'UE, notamment les cadres (68% contre 31%) et les étudiants (66% contre 33%);
- Ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures sont moins susceptibles de se sentir attachés à l'UE. Une majorité de personnes interrogées qui ne sont jamais ou presque jamais confrontées à de telles difficultés s'y sent attachée (60% contre 38%), contrairement à une minorité de celles qui ont des difficultés financières la plupart du temps (35% contre 62%);
- Enfin, cet attachement est partagé par une grande partie des personnes qui se considèrent comme appartenant à la classe supérieure (75% contre 25%), et par une majorité dans les autres groupes de classe, à l'exception de celles qui se considèrent comme appartenant à la classe ouvrière (46% contre 51%). »

Malgré les efforts pour élargir les programmes d'échange à d'autres horizons sociaux, pour renforcer cette identité européenne et faire diminuer l'euroscepticisme, les programmes d'échanges peinent encore à s'ouvrir à un public plus large, celui de la population rurale ou des quartiers précarisés, moins instruite, ne maîtrisant pas forcément les langues étrangères et ne profitant pas des « bienfaits » d'une Europe globalisée. La question qui reste en suspens est de savoir si c'est la volonté des dirigeants nationaux et supranationaux que de promouvoir une inclusion de ces publics dans le projet européen.



1 Laurent Gaudé, *Nous, l'Europe banquet des nations*, Actes Sud, 2019.

2 *Rapport sur la citoyenneté européenne*, Enquête réalisée par Kantar Public Brussels pour TNS opinion & social à la demande de la Commission européenne, Direction générale Communication, printemps 2018, p.52. <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/83537.engagement>.

3 « Génération Erasmus », entretien de Magali Ballatore, sur le site *Arte Mag*, 16/04/2019, https://arte-m/agazine.arte.tv/article/2726?fbclid=IwAR3V36MZDOPEq7Ic_y51R-jMNj6wRpMjelhCZ_NuHsO-ULFrFRQ_CgVa3XM.

4 Il convient de relativiser le comptage car les projets Erasmus+ peuvent être un simple voyage scolaire ou de temps libre pour quelques jours dans un autre pays membre, cofinancé par l'UE et les instances nationales, régionales ou locales du pays d'origine.

5 *Rapport sur la citoyenneté européenne*, p. 15.

Mais ne nous y trompons pas. Ce n'est pas l'Union européenne, comme instance autonome qui exerce le pouvoir, ce sont les États qui décident de notre futur. En effet, dans le dispositif institutionnel, plusieurs institutions représentent différents intérêts. *Primo*, le Parlement européen représente les citoyens européens. *Secundo*, la Commission européenne et la Cour de Justice de l'Union européenne représentent l'Union européenne en étant les gardiens de son droit. *Tertio*, le Conseil européen (composé des Chefs d'État et de Gouvernement) et le Conseil de l'Union européenne (ou Conseil des Ministres des différents États membres) représentent les États. Dans le processus décisionnel, deux instances jouent un rôle majeur. D'une part, le Conseil européen donne à l'Union européenne sa direction politique globale et définit ses orientations générales ainsi que ses priorités politiques. Autrement dit, il fixe le cadre dans lequel les décisions européennes sont prises. La définition d'un cadre est une compétence primordiale, si pas la compétence principale, pour construire et garantir le vivre ensemble et la pérennité d'un système politique. Le pouvoir politique européen est donc dans les mains des États. Sur la base de ces grandes orientations politiques, la Commission européenne propose des directives ou des règlements. Fait intéressant : la composition de la Commission dépend directement du choix des États avec la règle qui consiste à envoyer un Commissaire par État... Sur la base des propositions de la Commission, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen doivent se mettre d'accord pour qu'un texte soit adopté. Autrement dit, les États ont indirectement un droit de veto s'ils s'opposent au Parlement européen. Nous nous risquons à une conclusion en forçant le trait : penser que l'Union européenne a du pouvoir est une illusion. Les États ont verrouillé le processus décisionnel pour conserver leur pouvoir. On en arrive alors à des situations paradoxales où nos représentants étatiques affirment

Penser que l'Union européenne a du pouvoir est une illusion.

qu'ils sont contraints par les décisions européennes alors qu'ils ont bien souvent eux-mêmes accepté ces décisions lorsqu'ils siégeaient au Conseil européen ou au Conseil de l'Union européenne. Ce discours paradoxal et, à certains égards, mensonger ne garantit aucune cohérence à l'Union européenne.

Deuxième paradoxe : l'Union européenne se montre incapable d'assumer des politiques économiques cohérentes alors que l'idée d'un marché commun intégré est très ancienne au niveau européen. Couplée d'ailleurs avec celle du libre-échange, elle trouve de nombreuses racines historiques. D'un côté, l'idée du libre-échange comme facteur de paix est très ancienne. Pensons à Emeric Crucé qui publie en 1623 un ouvrage intitulé *Le Nouveau Cynée* dans lequel il affirme que la libéralisation des échanges économiques favorise la paix perpétuelle.

D'un autre côté, l'idée du marché commun a fait l'objet de plusieurs propositions par différentes personnalités durant l'entre-deux-guerres. Attardons-nous sur la philosophie de deux de ces propositions pour la mettre ensuite en perspective avec les politiques économiques menées au niveau européen.

Une première proposition est faite par Dannie Heineman (1872-1962), ingénieur allemand ayant dirigé la Société financière de Belgique. S'inspirant du fédéralisme américain, il a mûrement réfléchi un projet d'unité économique qui passe notamment par une banque centrale européenne, un arbitre européen de la concurrence et un plan européen de chemin de fer. Il envisage également un plan européen d'électrification prévoyant un réseau européen électrique comprenant cinq grandes lignes. Ce réseau est une manière de garantir un approvisionnement électrique pour tous les territoires européens, surtout au niveau de l'Europe orientale et méditerranéenne. Une deuxième proposition

est faite par Louis Loucheur (1872-1931), ingénieur français et homme politique, représentant de la gauche républicaine. Il est favorable à un système économique arbitré par l'État et caractérisé par la suppression des barrières douanières. Il soutient ainsi un projet d'États-Unis économiques d'Europe qui doit permettre de favoriser les ententes entre les industries européennes. En fait, il s'agit de développer des cartels, c'est-à-dire des ententes entre des entreprises afin de stabiliser la production et les bénéfices de celles-ci. Louis Loucheur propose toutefois un contrôle de ces cartels par la Société des Nations et par les différents États afin d'éviter tout nationalisme industriel. En 1927, une Conférence économique internationale au sein de la Société des Nations envisage cette proposition qui n'aboutit pas. Ne nous trompons toutefois pas sur les objectifs poursuivis par ces deux personnalités. Il s'agit de favoriser la production économique en créant un vaste marché qui serait un moyen de réduire les coûts de production tout en élargissant la demande. Mais ces projets économiques ont indirectement des conséquences politiques et sociales qui sont bel et bien envisagées par ces personnalités. Ainsi, Dannie Heineman propose des institutions politiques supranationales. De son côté, Louis Loucheur estime qu'un projet d'États-Unis économiques d'Europe doit être accompagné d'une certaine homogénéisation des conditions de concurrence en matière de législation sociale, notamment en termes de durée du travail.

L'idée d'un marché commun est également présente lorsque Robert Schuman propose son plan le 9 mai 1950. En effet, il s'agit bien de mettre en commun les productions de base de charbon et d'acier tout en instituant une Haute Autorité politique dont les décisions lient les États. Mais Robert Schuman énonce également : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ». Ces derniers mots sont importants. À travers le concept de « solidarité de fait », Robert Schuman entend indirectement que la mise en commun d'une politique

Ceux qui les ont rencontrés ne les ont peut-être pas vus

Exposition des portraits photographiques de la troupe du Nimis Groupe réalisés par Laurence Vray
Du 11 au 26 novembre 2019 (à la Bibliothèque George Orwell à La Cité Miroir).

Qui sont-ils ? Que font-ils ? Que pensent-ils ? Cette exposition vous invite à rencontrer et à voir ces acteurs, actrices, régisseurs et autres petites mains du spectacle et à découvrir leur vision de leur engagement dans la pièce « Ceux que j'ai rencontrés ne m'ont peut-être pas vu ».

Deux séances d'ateliers d'écriture animées par l'Ami Terrien les samedis 16 et 23 novembre de 10h à 13h sur le thème de l'accueil des migrants. Ces ateliers d'écriture sont organisés à La Cité Miroir, avec le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

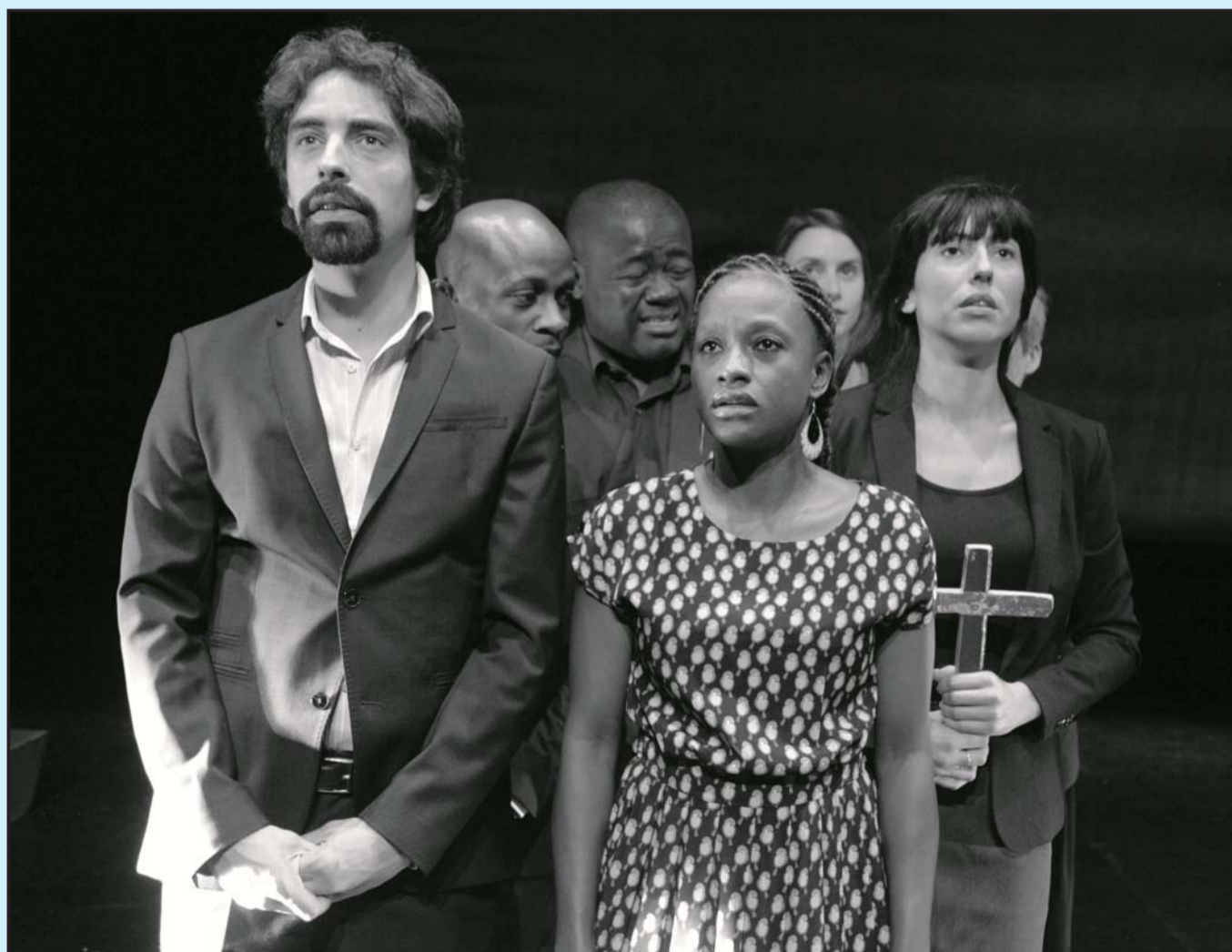
Gratuit, 12 places, une entrée au spectacle du Nimis Groupe offerte à chaque participant.e.

Renseignements et inscriptions auprès de la Bibliothèque George Orwell, bibliotheque@territoires-memoire.be, 04 232 70 62

Dévernissage le 26 novembre 2019 dès 18h30 à la librairie Livre aux Trésors : rencontre autour du livre sur le Nimis Groupe, suivie du dévernissage de l'exposition et du verre de l'amitié à la Bibliothèque George Orwell.

Représentations de la pièce « Ceux que j'ai rencontrés ne m'ont peut-être pas vu » du Nimis Groupe, le jeudi 28 et le vendredi 29 novembre à 20h30 au Manège-Fonck.

Infos et réservations sur nimisgroupe.com



© Laurence Vray

entraîne inévitablement une mise en commun dans d'autres secteurs économiques, politiques ou encore sociaux. L'idée de Robert Schuman consiste à faire collaborer les États dans un domaine – en l'occurrence dans la production du charbon et de l'acier – pour les forcer à devoir collaborer par la suite dans d'autres domaines. Autrement dit, il s'agit d'une vision intégrée des politiques économiques. Qu'en est-il à l'heure actuelle ? L'idée originale de Robert Schuman s'est en partie réalisée. En effet, l'Union européenne s'occupe de nombreuses compétences de notre vie de tous les jours, ce qui confirme l'interprétation de la « solidarité de fait ». Mais cette idée n'est pas poursuivie jusqu'à son terme. Toute une série de politiques ne sont pas intégrées au niveau européen alors qu'elles sont intimement liées aux politiques économiques. Pensons par exemple à la politique sociale ou à la politique migratoire. Dans ces domaines, les États ne souhaitent absolument pas perdre leurs prérogatives (cf. le premier paradoxe que nous avons soulevé). Au final, il semble que les idées originelles en termes de libre-échange et de marché commun ont totalement dévié de leur trajectoire en exacerbant un libéralisme strictement économique alors que les dimensions politiques et sociales sont indissociablement liées au libre-échange et au marché commun.

Les deux paradoxes que nous avons soulignés montrent à quel point l'Union européenne n'arrive pas à envisager la mise en place d'un système politique autre que le modèle étatique qui poursuit exclusivement un libéralisme économique.

Penser le système politique de demain nécessite d'avoir une vision globale pour que les politiques publiques offrent une certaine cohérence et surtout, garantissent le vivre-ensemble. Au-delà de l'unique vision libérale, au sens strictement économique, les crises que connaît actuellement l'Union européenne révèlent un double échec.

D'une part, l'Union européenne a été incapable d'offrir une réponse globale à des problèmes qui la dépassent.

Il est vrai que Robert Schuman en avait conscience lorsqu'il affirmait que l'Europe ne se ferait pas « d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ». Mais la logique étatique qui consiste à séquencer les politiques publiques et à ne donner que des compétences limitées à l'Union européenne n'est pas satisfaisante. Au-delà de l'échec de l'Union européenne, c'est avant tout l'échec de la collaboration entre les États européens. Est-ce à dire qu'il faudrait « plus d'Europe », en confiant donc plus de compétences et de pouvoir à l'Union européenne ? Peut-être. Mais à la condition que le deuxième échec soit intégré dans la réflexion.

D'autre part donc, l'Union européenne, en sacralisant la libre-concurrence, s'est éloignée de la philosophie originale des projets d'États-Unis d'Europe mis sur la table dès le XIX^e siècle, notamment par Victor Hugo (1849). Une commune solidarité – voulue par toutes les parties prenantes – a bien souvent constitué la pierre angulaire de ces projets. En toile de fond, une question fondamentale est donc soulevée concernant une construction européenne : comment construire un système politique dont le fonctionnement garantit une certaine solidarité entre les communautés qui le constituent ? À cet égard, dans son *Discours d'ouverture du Congrès de Paris*, en 1849, Victor Hugo insiste à plusieurs reprises sur la « fraternité européenne » et la « fraternité des hommes » afin d'appeler à une véritable solidarité au sein des États-Unis d'Europe qu'il propose.

La solidarité est au cœur de l'idée européenne. Elle constitue le fondement de la construction européenne durant l'après-guerre. Or, comme observateurs de la vie politique, nous pouvons tous constater que cette solidarité s'est évaporée. Le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe a fini par échouer car les États ont privilégié leur propre souveraineté à une souveraineté qui pouvait être collective. La crise des dettes publiques a clairement montré que la solidarité étatique présente des limites lorsqu'il est question d'argent... Les défis migratoires ont été envisagés dans une perspective d'égoïste inhumanité. Même lorsqu'Angela Merkel

affirme que « nous y arriverons ! » (« *Wir schaffen das!* »), le 31 août 2015, elle est directement blâmée par les autres États, voire pire, sanctionnée par ses concitoyens. Enfin, le Brexit est certainement l'archétype de l'exclusivisme d'un État. Les Britanniques – qui n'ont jamais tout à fait souhaité rentrer dans l'Union européenne, anciennement Communautés économiques européennes – estiment que cette Union doit avant tout leur garantir un juste retour de l'argent qu'ils y investissent. Si ce n'est pas le cas, alors il convient de quitter le bateau commun. Pourtant, une commune solidarité européenne n'implique-t-elle pas inévitablement un partage des ressources, à destination des citoyens ou des États moins nantis ?

Ce manque évident de solidarité qui devient désormais la marque de fabrique de l'Union européenne nous pousse à entrevoir une prochaine déconstruction de l'Europe.

Certains nous diront que nous sommes durs à l'égard du projet européen et qu'il y a encore des raisons de le poursuivre. Certes... L'idée européenne nous donnait de l'espoir. Depuis les années 2000, notre déception ne fait que prendre de l'ampleur, jours après jours.

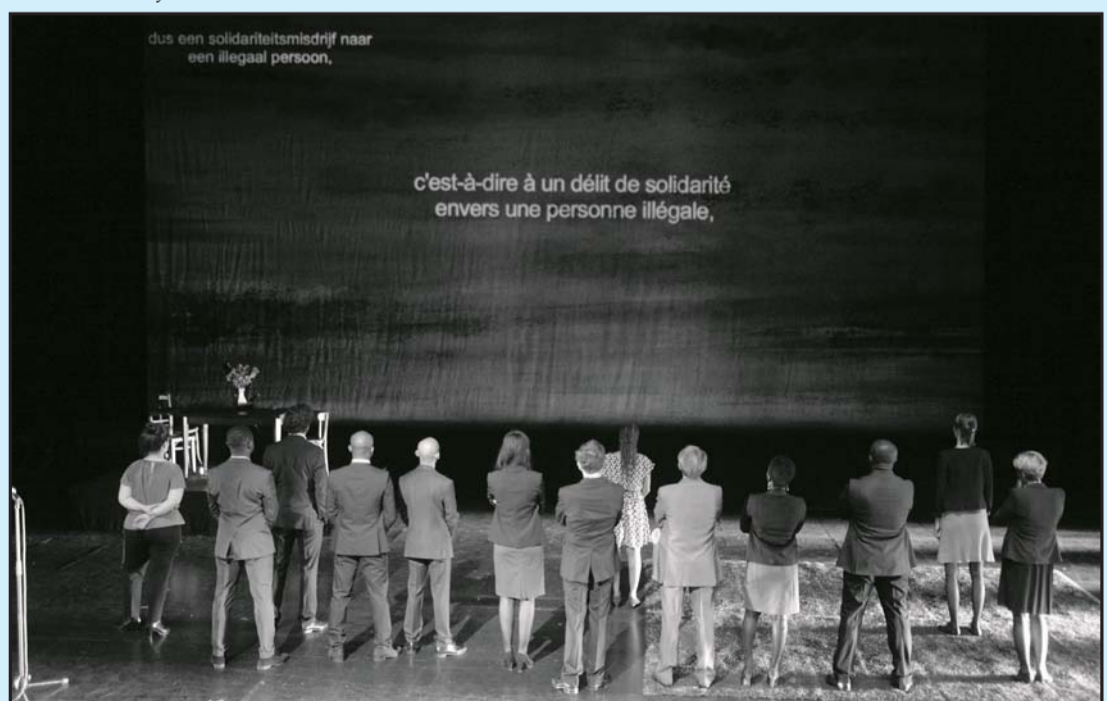
Pour aller plus loin : GRANDJEAN, Geoffrey, *Histoire politique de la construction européenne*, Bruxelles, Larcier (à paraître en 2020).



© Laurence Vray



© Laurence Vray



© Laurence Vray

On a (pas) besoin d'un fantôme : retour sur une pièce de résistance

Par Raphaël Schraepen

Lorsque j'ai initié le projet scolaire d'une pièce de théâtre où des jeunes élèves rendraient hommage à d'autres jeunes, ceux qui ont créé le journal clandestin *Vedem* à Terezin, et plus particulièrement Hanuš Hachenburg, auteur de la pièce *On a besoin d'un fantôme* parue dans ce même journal, j'étais loin de penser à l'impact qu'il aurait. Tout d'abord, sur base d'un texte, notre équipe (avec l'aide des directions des écoles Naniot et Waha, à Liège) a obtenu le Prix Arthur Haulot 2017 du Parlement wallon. Ce prix, assorti de la somme de 7000 euros, nous a permis de voir plus grand.

Nous avons pu engager deux metteurs en scène, Eugène Egle et Simon Drahonnet. Ensuite, du coup, la pièce de Hanuš a pu être mise en situation et créée par des marionnettistes, comme le jeune auteur le voulait. Tout autour, les élèves de l'École primaire Naniot et de l'Athénée de Léonie de Waha ont écrit une histoire, celle de la résistance des enfants et des adolescents à Terezin. Christian Mans, ancien préfet de l'Athénée de Waha, a canalisé et organisé les textes des jeunes, sans se montrer le moins du monde intrusif. Une institutrice, Sandrine Vanhaelen, et deux professeurs d'histoire, Fanny Médart et Nathanaël Brugmans, ont fourni un soutien pédagogique énergique. De mon côté, j'ai tenu à ce que nulle absurdité historique ne dénature le propos. Certes, nous avons dû adapter la réalité, après tout, il s'agissait d'une fiction. Nous avons également dû composer avec le fait qu'il y avait davantage de jeunes actrices que de jeunes acteurs. Ainsi, j'ai pris la responsabilité de « mélanger » garçons et filles, alors qu'ils étaient séparés à Terezin.

Certains jeunes ont interprété des personnages imaginaires, d'autres avaient la responsabilité de faire revivre celles et ceux qui ont existé et, dans certains cas, vivent toujours : Hanuš Hachenburg a été assassiné à Auschwitz deux jours avant ses 15 ans, tout comme le rédacteur en chef de *Vedem*, Petr Ginz, à peine plus âgé. Mais sa soeur Chava Ginzova se partage entre la République tchèque et Israël, et Sidney Taussig, le « sauveur » de *Vedem*, vit en Floride. Un adulte a joué le rôle de l'éducateur Valtr Eisinger. Des filles ont joué le rôle de garçons, mais qu'importe ? L'esprit a été respecté.

D'autres jeunes, non comédiens, ont travaillé dans l'ombre. C'est le cas des quatre compositeurs de l'« Hymne de Terezin », et, plus bluffant encore, des quatre qui ont créé les marionnettes (sous la houlette de Laurent Steppé, qui n'a utilisé que du matériel de 1938 pour éviter tout anachronisme !) dans le plus grand secret jusqu'aux ultimes répétitions !

Nos jeunes ont donc aussi été aidés par des comédiens professionnels, beaucoup d'entre eux étant des réguliers du Théâtre Le Moderne, à Liège toujours. En effet, seuls des adultes pouvaient jouer de façon crédible les parents des jeunes, les éducateurs, mais aussi les nazis et les représentantes de la Croix rouge. La pièce a donc été jouée au Moderne ainsi qu'à la Cité Miroir.

Venons-en à la musique ! J'avais choisi neuf des douze morceaux, mais je cautionne les trois autres sans réserves ! Pour la partie « réaliste », avec acteurs, j'avais voulu des compositeurs ayant été à Terezin. Ainsi, la pièce s'ouvre sur un quatuor à cordes, l'unique pièce connue de Jiri Kummermann, assassiné à 17 ans. La première nuit des enfants à Terezin est un moment extrêmement émotionnel, presque insupportable. On entend quelque chose de tendre, de rassérénant : la berceuse *Wiegala* d'Ilse Weber. Deux pièces bien distinctes de Zikmund Schul rythment la vie à Terezin : création du journal, de la République de Skid, et aussi le monologue révolté du personnage imaginaire de Raphaël (ce n'est pas moi qui ai choisi le prénom !), joué par une fille.

Changement radical de ton quand commence la pièce de Hanuš. Elle est sarcastique, grotesque, la musique est à l'avenant. Les marionnettistes sont des enfants, mais les rôles sont dits par les comédiens adultes qui reviennent sur scène comme récitants haut en couleur.

Je n'ai pas choisi le premier morceau, mais il convient très bien pour la danse ridicule du roi infatigable Analphabète Gueule 1^{er} : du Lully détourné. Ensuite, pour ponctuer les diverses actions, presque toutes très rapides, Paul Hindemith, George Antheil et Erwin

Schulhoff, trois musiciens déclarés dégénérés par les nazis. Nouveau détournement pour la musique du Sorcier un peu beaucoup escroc : une pièce religieuse orthodoxe du russe Shvedov. La finale au cirque est dévolue à une musique répétitive d'Erik Satie.

À l'issue de la pièce de marionnettes, retour dans la « vraie vie » et dans le tragique. Nous sommes transportés au printemps 1945. Il ne reste que trois enfants : Sidney Taussig, Chava Ginzova et Raphaël. Où sont leurs amis ? Que faire de leur legs ? On entend les premières mesures du *Chant des Partisans*. Pendant leur conversation où on se rend compte que la petite Chava a maintenant perdu son innocence enfantine, on entend enfin la pièce composée par nos jeunes, qui ont plus ou moins l'âge de Jiri Kummermann entendu au début : c'est leur *Hymne de Terezin* interprété par Tiziana Dozin à la flûte et Marius Schoobroodt au piano.

Ce moment est très dense. Mais l'émotion est portée à son comble lorsque, à leur vibrant serment de faire connaître leur histoire aux générations futures, répond la troupe toute entière qu'on ne savait pas dissimulée derrière le mur : « *Vedem* vivra ! ». Ce ne sont pas les fantômes des enfants assassinés. Ils incarnent un éternel espoir, et ils ont le droit de l'incarner, eux qu'un système avait voulu désespérer. *Vedem* vivra, *Vedem* vit, tous ces enfants vivent, éternellement.

À présent, un second projet se profile. Il s'agit cette fois de rendre hommage à la résistance des jeunes filles à Terezin, résistance encore moins connue que celle des garçons. Toujours dans un but de transmission, nous ferons revivre les « filles de la chambre 28 », principalement à travers la jeune Anna Flachova (1930-2014). À suivre donc...

Pour aller plus loin :

- Hanuš HACHENBURG, *On a besoin d'un fantôme*, Schiltigheim, Éditions Rodéo d'âme, 2015.
- Raphaël Schraepen, *Pas d'oiseau sur les fils*, Préface de Francesco Lotoro, Liège, éd. Territoires de la Mémoire, 2015.



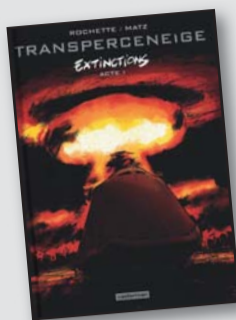
La Bibliothèque George Orwell présente

Par Jérôme Delnooz et Justine Frigo, bibliothécaires

▼ = coup de cœur

Matz, Jean-Marc Rochette, *Transperceneige : extinctions : acte I*, Casterman, 2019, 18€

Ce préquel en trois tomes de la bande-dessinée sortie en 1982, *Le Transperceneige*, nous dévoile comment la Terre fut annihilée prématurément par un groupe d'éco-terroristes radicalisés en provoquant une apocalypse climatique. Un milliardaire visionnaire crée alors un train voué à ne jamais s'arrêter et tente de sauver ce qui peut encore l'être. Des milliers de personnes sélectionnées suivant « leurs compétences et leurs utilités » pourront se réfugier dans cette arche de Noé 2.0 et assurer l'avenir du monde. Sous forme de reportage, la narration passe d'un endroit à l'autre de la planète, et présente plusieurs personnages aux objectifs différents mais qui, au fond ne veulent qu'une chose : survivre.



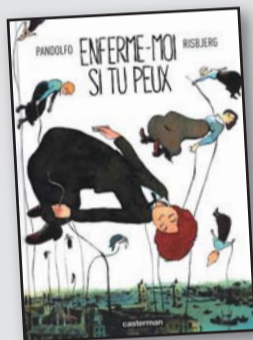
▼ **Thomas Azuélou, Simon Rochepeau, *La ZAD c'est plus grand que nous*, Futuropolis, 2019, 25€**

Notre-Dame-des-Landes, un nom chargé de représentations médiatiques, majoritairement négatives et souvent alimentées par des personnes qui n'y ont jamais mis les...bottes. À rebours de cela, Azuélou et Rochepeau se sont rendus sur cette « Zone À Défendre » contre le projet d'aéroport (abandonné depuis lors), investie, habitée et organisée par des activistes, des riverains, des agriculteurs... Là-bas, ils ont passé du temps à écouter, à observer, pour essayer de comprendre « ce laboratoire du commun », cette double utopie concrète de lutte contre le capitalisme et de construction d'un autre monde « ici, dans la lande, et maintenant ! » par « une armée de rêveurs ». Avec leur BD mêlant fiction et documentation, portée par le beau graphisme de Azuélou, les auteurs leur donnent la parole, sans éluder pour autant les difficultés pour inventer ce nouveau vivre ensemble...Zad À Diffuser partout !?



Anne-Caroline Pandolfo, Terkel Risbjerg, *Enferme-moi si tu peux*, Casterman, 2019, 23€

Auguste Lesage, Madge Gill, le Facteur Cheval, Aloïse, Marjan Gruzewski, Judith Scott. Quel est le lien qui relie toutes ces personnes ? À leurs époques respectives, elles ont toutes été « enfermées dans une société qui les excluait ». Pourtant, en pied de nez, elles ont réussi à sortir de ces carcans et à transcender l'étiquette de « femme », de « pauvre », de « fou », de « sans droit » qu'on leur avait apposé. Sans formation ni culture artistique, elles sont à un moment donné entrées comme par « magie dans un monde de créativité virtuose », et ont réalisé des œuvres artistiques qui ont marqué le monde de l'art, et contribué à ouvrir les frontières de l'imaginaire. Cette bande dessinée nous raconte les récits de ces six représentants de ce qu'on qualifiera – pour disqualifier puis (tenter) de récupérer – d'« Art Brut ». Un ouvrage hommage pour mieux comprendre ces incompris.



Marie-Odile Godard, Docteur Naasson Munyadamutsa, *L'UMUPFUMU : un psychiatre à l'épreuve du génocide*, Academia-L'Harmattan, coll. « Passeurs de mondes », n°3, 2019, 15€

Le génocide est une entreprise humaine qui détruit les corps, les esprits et les liens sociaux. Naasson Munyadamutsa, un psychiatre rwandais, en prend conscience en redécouvrant son pays meurtri au lendemain des massacres. Le chantier de la vie à reconstruire est énorme. Avec d'autres, il s'engage dans un travail de longue haleine pour prendre soin de la santé mentale des rescapés, retisser la vie communautaire, créer des structures... Marie-Odile Godard, une psychologue française, a fait partie de ses collaboratrices. Sa pratique thérapeutique l'a nourrie et inspirée pour sa propre carrière. Dans ce livre, elle revient sur ces apports et interroge les personnes qui ont côtoyé Naasson. Une manière de montrer des pistes « pour réparer l'irréparable » et aller au-delà du traumatisme. Ce livre est en outre une belle manière d'honorer la mémoire de ces deux protagonistes disparus récemment...



Gilles Rochier, Philippe Ory, *Solo*, Casterman, 2019, 17€

En état de sidération. Groggy. Ahuri...mais pas abattu ! Quand survient un choc, un événement traumatisant, l'humain met en place des mécanismes pour accuser le coup puis aller de l'avant. Les attentats de 2015 à Paris font partie de ces cas de figure... Devant l'horreur, que dire, que faire et comment ? Les mots ont-ils encore du sens pour signifier l'insensé ? Gilles Rochier, lui, va choisir sa propre voie/x et son unique moyen d'expression : une trompette ! Souffler sans vraiment jouer, plutôt produire des sons qui agacent, questionnent son entourage et la société. Et si l'absurdité permettait d'exorciser l'absurdité ? Une BD autofictionnelle à laquelle prêter l'oreille !



Christine Lebon, *Survivance et transmission : vers l'intime des familles rwandaises rescapées du génocide*, Academia-L'Harmattan, coll. « Passeurs de mondes », n°5, 2019, 24,50€

Quelle transmission psychique du traumatisme y-a-t-il dans les familles de rescapés d'un génocide ? Et comment les survivants arrivent-ils à vivre leur rapport à l'autre bouleversé ? Christine Lebon, clinicienne et chercheuse en psychologie a tenté de répondre à ces interrogations en allant sur le terrain au Rwanda, et en s'immergeant dans le vécu et l'intimité des familles de victimes. Cela lui a permis de se rendre compte que face au silence/refoulement des parents rescapés – mécanisme de protection temporaire induit par la violence extrême –, les voix, parfois bruyantes, des enfants et leurs questionnements servent de catalyseurs pour impulser cette transmission familiale de la mémoire de « l'indicible ». L'étude est profondément humaniste et incarnée, notamment par l'action de ses petits co-chercheurs.

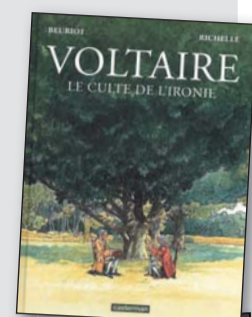


Philippe Richelle, Jean Michel Beurriot, *Voltaire, le culte de l'ironie*, Casterman, 2019, 20€
1765. Voltaire se veut vieillissant. Toutefois son esprit reste vif et ses idées claires, notamment pour rédiger ses mémoires avec son biographe. Du salon au jardin, les souvenirs reviennent, anecdotes petites ou grandes, qui retracent une vie dense, y compris ses « contentieux » avec

les religieux, lui le « champion » de la raison. D'ailleurs, en parallèle de ce regard rétrospectif, le philosophe s'implique dans la défense d'un jeune « blasphémateur ». Les auteurs nous livrent une mise en abîme biographique, toute en épaisseur, un portrait graphique « nuancé et documenté, sur cette figure majeure des Lumières qui suscite encore la controverse ». Il s'agit aussi d'une nouvelle collaboration entre Beurriot et Richelle, après avoir réalisé ensemble *Amours fragiles*, une série se déroulant durant la Deuxième Guerre mondiale.

Éric Stemmelen, *Opération Macron*, Éditions du Cerisier, coll. « Place publique », 2019, 16€

« Je suis statisticien de formation : je ne crois donc pas à l'incroyable. Je sais que lorsque l'enchaînement des événements est toujours favorable à la même personne, cela n'est que très rarement l'effet du hasard. Au casino, un joueur chanceux c'est une chose, un tricheur professionnel à la solde d'une bande d'escrocs, c'en est une autre. » Avec précision et minutie, E. Stemmelen démonte les mécanismes qui ont permis à Emmanuel Macron de devenir président de la République française. Sous forme de chronologie allant de 2012 à 2017, il décortique chaque étape qui a abouti à son élection. Il démontre également que les médias et les pouvoirs financiers qui les contrôlent ont joué un rôle dans son accession au pouvoir.



Collectif, *La fin de l'utopie Internet ? Les enjeux de la société numérique*, Centre d'action laïque ASBL, coll. « Liberté j'écris ton nom », 2019, 10€

Internet, cette formidable invention qui relie les êtres humains par-delà les frontières et autres contraintes « physiques ». Mais est-ce la fin d'une utopie ? Cet espace initialement conçu pour permettre une totale liberté, est quotidiennement confronté à des polémiques concernant les cyberattaques, le chantage, le harcèlement mais aussi la surveillance. Que reste-t-il aujourd'hui de l'héritage de ses fondateurs ? Ces questions nous invitent à réfléchir aux enjeux liés au numérique : économique, politique et même social, il reste une matière transversale des relations internationales.



Rudi Miel, Fabienne Pigière, Paolo Grella, *Libertalia, tome 3. Les Chemins de l'Enfer*, Casterman, 2019, 13,95€

Libertalia, une colonie de pirates utopistes ayant soif de liberté. Ce troisième tome marque la fin de la série mêlant à la fois évasion, Histoire, combats, passion et folie humaine. On retrouve nos deux héros, Misson, un aristocrate français porté par de grandes idées révolutionnaires, et Carracioli, un prêtre italien défroqué qui semble inconciliable et en opposition sur tous les sujets : la peine de mort, la répartition des richesses, les unions entre Liberi et Naturelles... Traqués par Dalbarade, les habitants de Libertalia doivent se rendre à l'évidence : l'utopie peut engendrer le pire des mondes...



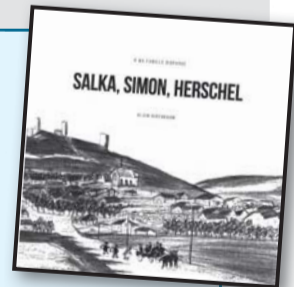
Philippe Jardin, *Airborne 44 : Sur nos ruines, tome 8*, Casterman, 2019, 14,50€

1945. Année charnière. Le III^e Reich est en déliquescence. Nous retrouvons nos personnages principaux Solveig et Aurelius sur les routes de la débâcle où se croisent des civils désemparés, des militaires sans illusions, des nazis en fuite tentant déjà de retourner leur veste... C'est le cas d'un de leur compagnon de voyage, un scientifique de l'équipe de Werner Von Braun qui travaillait sur les fusées V2, assemblées par des déportés forçats du camp de Nordhausen-Dora. L'Amérique est une porte de salut pour qui sait négocier et mettre à disposition ses compétences... Dans pareil contexte, la justice pourra-t-elle être rendue ?



Alain Birenbaum, Salka, Simon, Herschel : à ma famille disparue, Alain Birenbaum, 2019, 15€

« En tant que fils d'enfant caché, petit-fils de victimes de la Shoah et neveu d'une rescapée d'Auschwitz-Birkenau, il me tenait à cœur de connaître le passé de mes ancêtres paternels d'origine juive. Il n'est pas rare de voir apparaître au sein de la deuxième génération d'une famille qui a vécu un tel drame, un besoin de réponse. C'est ce besoin urgent qui m'a poussé à enquêter, après les premières tentatives de mon père. Durant deux ans, j'ai cherché sans relâche la trace de mes grands-parents et de mon oncle Herschel, afin de découvrir leur histoire et connaître leur parcours précis durant les dernières années de leur vie. C'est ma manière de leur rendre hommage et de faire en sorte que jamais ils ne tombent dans l'oubli. À l'heure où le fascisme et l'antisémitisme refont surface en Europe, il me paraît indispensable de témoigner dans l'espoir que ce passé sombre ne se reproduise plus jamais. À travers ce livre, je vous expose le fil de ma réflexion mais également les différents moyens que j'ai utilisés. J'y suggère en effet une multitude de méthodes de recherche qui, je l'espère, pourront inspirer d'autres familles qui se trouvent aujourd'hui toujours sans réponse. J'espère sincèrement pouvoir leur redonner espoir !



Mon livre est disponible à la librairie Stéphane Hessel de la Cité Miroir. »

Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.



« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Union européenne

Depuis sa lointaine origine, le Vieux Continent, selon une appellation du langage courant, est resté désuni, périodiquement entraîné dans des affrontements sanglants qui laisseraient entendre que la guerre est son lot naturel et ses rares périodes de paix des bouffées d'air passagères. Rien qu'au cours du terrible XX^e siècle, deux guerres devenues mondiales s'y étaient déclenchées. Constat qui, après 1945, amena plusieurs grands témoins des heures sombres de leur existence à jeter les bases de l'Union européenne (UE) : Jean Monnet et Robert Schuman furent les principaux pionniers de ce projet.

Aujourd'hui, cet édifice, patiemment construit durant de longues années, risque de se lézarder, sinon de s'effondrer, miné par les effets délétères d'un désamour qui prend parfois la forme d'un rejet pur et simple. Défiance et hostilité mettent à mal la concrétisation d'une idée qui s'est forgé un chemin, tout au long des siècles et malgré les embûches, grâce aux écrits de penseurs désireux d'unifier l'Europe pour y instaurer la paix, tels l'abbé de Saint-Pierre au XVIII^e siècle, Victor Hugo au XIX^e et Aristide Briand au XX^e pour ne citer que trois parmi les plus connus¹.

Si l'UE ne fait actuellement plus rêver, c'est qu'elle est trop souvent perçue comme une Olympe technocratique, éloignée des préoccupations les plus quotidiennes de ses citoyens, voire une nouvelle aristocratie hors sol, formée d'experts-comptables et autres spécialistes en règles juridiques. Le sentiment d'être abandonné par un pouvoir lointain ou de n'être pas pris en considération par lui explique, dans une certaine mesure, l'euroscpticisme triomphant et le repli identitaire auxquels on assiste à présent.

Nos revendications les plus élémentaires ne sont plus entendues à Bruxelles ? Réfugions-nous par conséquent dans nos prés carrés, là où nos voix pourront rencontrer des oreilles attentives. Telle est la réponse, clairement exprimée ou simplement murmurée, des gens qui ne croient plus du tout à l'Europe. Et ce n'est pas en les traitant de « populistes » et de « nationalistes » qu'on les convaincra de l'utilité de poursuivre la construction européenne. La stigmatisation, en l'occurrence, est toujours contre-productive.

Il faut dire que depuis la victoire d'un ultralibéralisme sans états d'âme – le « *There is no alternative!* » de Margaret Thatcher –, les peuples européens se sont sentis de plus en plus menacés, privés de garde-fous protecteurs alors que la globalisation des échanges ne faisait que s'étendre. En guise de perspective, leur proposer un horizon financier, et rien d'autre, ne peut leur servir de vision mobilisatrice. Car ce qu'on demande en définitive aux citoyens lambda, c'est d'accepter leur sort au nom d'une compétitivité sans cesse plus exigeante face aux mastodontes que sont la Chine et les États-Unis, sans parler des pays émergents. Mais est-ce une vie digne d'être vécue que d'être transformés en rouages résignés d'un capitalisme financiarisé ?

D'où la nécessité, pour assurer la sauvegarde du projet européen, de redonner de l'espoir aux populations et d'activer le volet social d'un édifice qui en manque cruellement. D'où aussi l'urgence de dynamiser une pédagogie montrant combien les nationalités composant la mosaïque européenne sont interdépendantes, historiquement fécondées par des échanges qui ont été au final toujours plus nombreux que les confrontations. Cette dimension d'ouverture, que d'aucuns jugeraient aller à l'encontre d'une soi-disant « pureté nationale », peut très bien coexister avec le sentiment d'appartenance de chaque peuple à sa mère patrie. Ici également, comme en d'autres matières, tout est dans la dose et rien n'est plus nocif que la démesure.

Il convient néanmoins de se rendre compte que, fenêtres fermées, la maison européenne risque à terme d'étouffer. Sa civilisation, qui doit tant à l'héritage antique et a tellement reçu d'apports d'autres cultures, témoigne de la composante relationnelle de ce qui l'a constituée. Les œuvres littéraires et artistiques portent la trace de ce pluralisme créateur. Mettre en évidence ce que les peuples d'Europe ont en commun, à commencer par l'histoire de leurs racines culturelles, est donc indispensable. Jean Monnet en aurait eu conscience, à qui l'on prête cette phrase apocryphe : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. »

Raison de plus pour dire oui à l'Europe ! Plus que jamais. Ne fût-ce que pour damer le pion aux leaders du national-populisme et de l'extrême droite, qui ont hélas le vent en poupe et risquent d'en être les fossoyeurs. ••

¹ Voir à ce sujet mon livre *L'Europe, du mythe à la réalité. Histoire d'une idée*, Bruxelles, Mardaga, janvier 2019.

Les trois vies d'Henning von Tresckow

Par Jean-Louis Rouhart

Il est désormais admis que la littérature épistolaire constitue une source épistémologique non négligeable pour la connaissance des faits historiques, au même titre que les documents officiels, les témoignages oraux et écrits, les dessins et photographies d'époque ou les œuvres littéraires et filmographiques basées sur ces faits historiques. Une nouvelle preuve nous en est fournie par l'étude des lettres du général allemand Henning von Tresckow. Ces lettres, conservées par sa fille Uta, sont inédites. Elles font l'objet d'un article paru récemment dans le magazine allemand *Stern*¹ et signé par la journaliste Ruth Hoffmann, à qui l'on doit du reste un ouvrage sur les enfants de la Stasi².

L'auteure retrace la vie de ce général de la Wehrmacht peu connu du grand public, qui, d'abord imprégné des idées du national-socialisme, fit carrière dans l'armée allemande, puis, confronté au caractère monstrueux et criminel de l'Opération Barbarossa en Union soviétique, prit la décision de s'opposer aux plans de conquête et de destruction du Führer. À l'instar des généraux Claus Schenk von Stauffenberg et Ludwig Beck, il complota pour commettre un attentat sur Hitler et renverser le régime. Réunissant au sein de son état-major des officiers résistants, il tenta de gagner à sa cause d'autres militaires haut placés, fomenta des attentats visant Hitler, dont celui du 13 mars 1943, qui consistait à placer des mines dans l'avion personnel d'Hitler en visite à des troupes stationnées à Smolensk (URSS). On sait que la tentative, comme toutes les autres, échoua. Impliqué dans la préparation de l'attentat manqué du 20 juillet 1944³, le général préféra se suicider avant l'arrivée de la Gestapo.

Ces faits sont consignés dans les documents officiels de l'armée allemande et rapportés par différents témoins. Ils sont corroborés par le courrier clandestin que le général a entretenu avec le général von Stauffenberg. On lit ainsi dans une lettre datée de juillet 1944 que l'attentat devait réussir « coûte que coûte », parce que le mouvement de résistance en Allemagne, « avait lancé, au péril de sa vie, une opération décisive aux yeux du monde et de l'Histoire⁴ ».

Par ailleurs, l'analyse des lettres transmises par le général à sa famille et conservées jusqu'à ce jour par sa fille Uta, apporte des éléments complémentaires d'information. C'est ce que montre la journaliste Ruth Hoffmann qui a lu cette correspondance entre les lignes. Allant au-delà des considérations de façade destinées à dissimuler les véritables visées du général, elle met en exergue

son caractère tourmenté, tiraillé entre l'exécution de ses fonctions en tant que général, sa volonté de renverser le régime et son attachement à sa famille qu'il mettait en danger. Ces trois motivations contradictoires, ces « trois vies », apparaissent, selon l'auteure, en filigrane dans certaines lettres. C'est ainsi par exemple que durant l'été 1942, au moment où le général prépare secrètement l'attentat du 13 mars 1943, il écrit qu'il a le sentiment d'avoir à présent une démarche « plus aisée et plus décidée » et que son for intérieur est devenu « plus libre et plus ferme ». Plus loin, il note qu'il aperçoit dans l'obscurité ambiante « une lumière qui brille⁵ ». En septembre 1942, combattant sur le front russe, le général a l'imprudence de faire part, par écrit, de son souhait d'être démis de son poste.⁶

Ces éléments, qui nous semblent intéressants, n'apparaissent pas nécessairement clairement dans d'autres sources. Ils sont mis en évidence grâce à l'étude de la correspondance, qui apporte ainsi en tant que source épistémologique sa contribution à une compréhension plus fine des faits historiques.

¹ Ruth Hoffmann, « Ein Mann, drei Leben » (Un homme, trois vies), in *Stern*, n° 30, 18/7/2019, pp. 88-93.

² Ruth Hoffmann, *Stasi-Kinder. Aufwachsen im Überwachungsstaat*, Berlin, Ullstein, 2012.

³ Le complot du 20 juillet 1944, aussi appelé « Opération Walkyrie », est une tentative d'assassinat visant Adolf Hitler, planifiée par des conjurés civils et militaires souhaitant le renversement du régime nazi afin de pouvoir négocier la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les puissances alliées (Wikipedia).

⁴ Voir l'article de Ruth Hoffmann, p. 93. Traduction de l'auteur.

⁵ *Idem*, p. 92.

⁶ *Idem*, p. 91.

¹ Dominique Venner, *Le cœur rebelle. Nouvelle édition revue et augmentée. Préface de Bruno de Cessole. Postface inédite de l'auteur*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2014, p.15.

² Voir « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-mars 2012.

³ Sur celle-ci voir aussi « La pensée "contrarévolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-juin 2006.

⁴ P.65. Dien Bien Phu est le nom de la bataille décisive qui scella la défaite de la France dans la guerre d'Indochine. L'utilisation du terme « corps francs », renvoie à l'ouvrage d'Ernst Von Salomon, *Les réprouvés* (auquel fait également référence la préface, voir citation suivante) qui est le récit autobiographique d'un opposant par les armes à la république de Weimar que nous analyserons dans une prochaine chronique.

⁵ P.65. Dien Bien Phu est le nom de la bataille décisive qui scella la défaite de la France dans la guerre d'Indochine. L'utilisation du terme « corps francs », renvoie à l'ouvrage d'Ernst Von Salomon, *Les réprouvés* (auquel fait également référence la préface, voir citation suivante) qui est le récit autobiographique d'un opposant par les armes à la république de Weimar que nous analyserons dans une prochaine chronique.

⁶ Son frère Pierre (qui présidera le mouvement fasciste « L'Œuvre française » de 1968 à 2012) et lui avaient été condamnés à 10 ans de prisons en 1946 pour appartenance

active à la Milice du régime de Vichy. Leur père, qui en était un des principaux responsables, étant quant à lui condamné à mort et fusillé. Sur Vichy, voir « L'histoire est incomplète sans le témoignage des perdants » in *Aide-mémoire* n°73 de juillet-septembre 2015 et « Faire don de sa personne » in *Aide-mémoire* n°86 d'octobre-décembre 2018.

⁷ P.91. Sur Maurras voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-septembre 2005. Sur l'Espagne voir « L'idéologie derrière la carte postale » in *Aide-mémoire* n°62 d'octobre-décembre 2012 et « Le journalisme d'investigation n'est pas neutre » in *Aide-mémoire* n°74 d'octobre-décembre 2015. Sur la Phalange en particulier voir « La troisième voie phalangiste » in *Aide-mémoire* n°83 de janvier-mars 2018.

⁸ Voir « Le Fascisme est de droite » in *Aide-mémoire* n°47 de janvier-mars 2009 et « La révolution conservatrice » in *Aide-mémoire* n°48 d'avril-juin 2009.

⁹ P.151.

¹⁰ Voir « Antimarxiste et antidémocratique, bref d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°82 d'octobre-décembre 2017.

¹¹ Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-décembre 2013.

¹² Pp.114-115.

¹³ P.50. On retrouve ici l'argument utilisé également par les Nazis concernant la guerre 14-18 et le fait que ce n'est pas sur le front militaire que la guerre a été

perdue mais à cause de la subversion à l'arrière.

14 P.78.

15 P.55.

¹⁶ Au moment de la décolonisation les colons blancs de la Rhodésie du Sud (actuel Zimbabwe) déclareront unanimement en 1965 leur indépendance envers l'Angleterre afin de, comme en Afrique du Sud limitrophe, tenter de garder le pouvoir dans un régime d'apartheid qui tiendra jusqu'aux années 80.

17 P.70.

¹⁸ Pp.136-137. Sur Bastien-Thiry voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55 de janvier-mars 2011.

19 P.21.

20 P.10.

21 P.153.

22 P.97.

²³ P.156. Voir « Le Gramsci de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°78 d'octobre-décembre 2016.

²⁴ Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-juin 2013.

²⁵ Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38 d'octobre-décembre 2006.

26 P.155.

27 P.27.

²⁸ P.25. Notons ici combien ce discours naturalisant une intégration impossible est revenu au-devant de la scène médiatique lors de la victoire de l'Algérie à la coupe d'Afrique de football.

29 P.190.

Un rebelle d'extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Alors que la saga autour de la mort de Vincent Lambert a remis au-devant de l'actualité la mouvance de la « Manif pour tous », il nous a paru intéressant de revenir sur le parcours d'un personnage clef de l'extrême droite française qui s'est donné la mort au cœur de Notre-Dame de Paris le 21 mai 2013, justement dans le contexte de la mobilisation contre le mariage pour toutes et tous.

Si son geste se voulait politique pour secouer les consciences, il s'inscrit dans un cadre plus large que rappelle la préface du livre que nous analysons ici : « Et surtout les dernières pages du Cœur rebelle où, évoquant le suicide de Montherlant et celui de François de Grossouvre, Dominique Venner confie qu'il n'est pas donné à tous de finir en beauté, et qu'il n'y a, parfois, que la mort pour donner un sens à une vie. Cette mort volontaire et sacrificielle, illustrée par les Romains et les samouraïs, qu'il a élue un jour de mai 2013, pour parachever sa vie en destin¹ ».

Un parcours au cœur de l'extrême droite

Fils d'un militant du Parti Populaire Français de Doriot², Dominique Venner est né le 16 avril 1935. Très jeune, il quitte le milieu familial pour s'engager dans l'armée et participera activement à la guerre d'Algérie, ce tournant pour l'extrême droite française³. Faisant référence également à Von Salomon, Venner explique : « C'est dans cette douleur (Diên Biên Phu) que tout a commencé. Les premiers corps francs d'une nouvelle droite activiste, anciens soldats et jeunes étudiants, commencèrent à se rassembler. Ils se fortifieront de la colère nationaliste et de la faiblesse parlementaire⁴ ». Combattant de première ligne en Algérie, il rejoint l'OAS et va jusqu'à préméditer une attaque de l'Élysée. Ce qui lui vaut une arrestation et une peine de prison. Un passage décisif souligné par la préface : « Devenus rebelles et proscrits, par allégeance à une fidélité plus haute que la loyauté envers un pouvoir qui reniait ses promesses, Dominique Venner et ses compagnons de la clandestinité connurent le sort de ces "réprouvés" si magistralement évoqués par Ernst Von Salomon. La prison fut leurs universités et c'est à l'ombre des barreaux qu'ils se forgèrent une doctrine nationaliste, que Dominique Venner devait incarner, plus tard, dans la création d'Europe Action puis de l'Institut d'études occidentales⁵ ». Il est intéressant de souligner la référence au classique de Von Salomon, récit autobiographique d'un nationaliste allemand engagé dans les corps francs et des actions clandestines qui le mèneront en prison sous la république de Weimar. Un livre référence pour l'extrême droite dès les années 30 sur lequel nous reviendrons dans une prochaine chronique. Venner entre à cette période en contact avec Jeune Nation, le groupe de François Sidos⁶ : « Un seul groupe contrastait. Il portait un nom qui sonnait comme un défi à la décadence "Jeune Nation" (...) Je fus séduit par les positions tranchantes et la condamnation en bloc de tout le personnel politique (...) les effectifs étaient squelettiques (...) On parlait beaucoup de doctrine. Mais celle-ci était brève. Un nationalisme sommaire qui devait plus à Barrès qu'à Maurras. L'espoir d'un renversement du régime sur le mode espagnol de 1936, en imaginant jouer le rôle de la Phalange de José Antonio, ce qui prouvait une grande faculté d'illusion. L'anticommunisme dicté par l'époque était équilibré par la méfiance pour le système américain⁷ ». Admirateur de Sparte, de chants allemands et sudistes, faisant référence à Drieu, Evola⁸, La Varende, Brasillach... Venner profite de son emprisonnement pour lire non seulement la littérature d'extrême droite mais également des auteurs de l'extrême gauche sur la question de la révolution. À sa sortie de prison, il crée Europe Action « qui fut à la fois une revue et un mouvement. Il me semblait nécessaire d'ouvrir une réflexion en grand, mais que cette réflexion ne soit pas détachée de l'action⁹ ». Une rencontre est alors décisive : celle avec Thierry Maulnier¹⁰ avec qui il enchaîne les projets politiques et intellectuels (dont

l'Institut d'Études occidentales). Après avoir participé à la création du GRECE¹¹ il se consacre à partir de 1971 à la production intellectuelle d'ouvrages historiques et se retire à la campagne. En 1991, il fonde *Enquête sur l'Histoire* puis en 2002 *La Nouvelle Revue d'Histoire* et revient quelque peu dans un activisme politique plus important notamment à travers des émissions sur Radio Courtoisie.

Le tournant de l'Algérie

« L'action ne se limitait plus à la France. Dans toute l'Europe levait l'espérance. D'Italie, de Belgique, d'Allemagne, d'Espagne, du Portugal venaient en délégation des garçons fascinés par ce qui bouillonnait ici. Quand je fus emprisonné pour la seconde fois, en 1959, je reçus de toute l'Europe une avalanche de messages orchestrés depuis la Belgique par Jean Thiriart, personnage singulier et quelque peu mythomane, dont l'imagination fertile savait se transformer en décisions. Une Europe de la jeunesse commençait à s'éveiller. L'Algérie était la torche avec quoi il semblait possible d'embraser notre vieux continent¹² ». La guerre d'Algérie est un moment clef qui permet à l'extrême droite de sortir de l'ombre tout en brisant certaines lignes d'ostracisme. De ce conflit violent Venner parle surtout de l'héroïsme des combattants français mal équipés et mal préparés face à des algériens qui veulent plus la victoire alors que l'armée française sera lâchée. C'est ainsi qu'il découvre à l'occasion d'une permission à Paris que « l'ennemi n'était pas seulement dans les djebels. Qu'il en était en France de pires et d'une espèce cachée¹³ ». Et de décrire les atrocités commises par les combattants indépendantistes (il parle notamment de 3000 assassinats lors des « pogromes » d'avril 1962¹⁴) tout en relativisant celles des troupes d'occupations françaises : « Une blessure au ventre est, pour le blessé, une torture horrible. Mais ce type de torture n'intéresse personne. Les interrogatoires musclés, ordonnés implicitement par le pouvoir socialiste de l'époque, se voulaient une réponse au terrorisme qui frappait la population. Procédé qui ne relève pas lui non plus, de la morale courante. Qu'il y eut des "bavures" et des innocents "torturés", c'est évident, comme il y eut des innocents tués par le terrorisme, ni plus ni moins¹⁵ ». Pour lui, à l'image de la Rhodésie¹⁶, les colons auraient dû déclarer leur indépendance pour pouvoir lutter plus efficacement contre le FLN. S'il rejoint l'OAS, son bilan en est particulièrement critique : « À côté de quelques jolis coups d'audace et de téméraire dévouements, l'histoire de l'OAS en Algérie est celle d'un échec. Comme au temps de la Résistance, les querelles de personnes, l'amateurisme et les défaillances humaines furent les meilleurs alliés de la répression (...) [L'OAS] resta un mouvement invertébré de révolte et de résistance, sans devenir jamais une organisation révolutionnaire vouée à la prise du pouvoir¹⁷ ». Un mouvement dont il tient à souligner les origines et la composition dépassant les clivages traditionnels même si très vite il se réduira de plus en plus à la mouvance nationaliste. Il retiendra surtout une figure qu'il compare aux héros grecs Achille et Hector : « Parmi tous les condamnés, la figure de Jean Bastien-Thiry se détache avec une hauteur particulière. Contrairement à ce qu'annonçait son grade, cet officier n'était pas un homme de guerre, mais un ingénieur, un intellectuel en quelque sorte, qui n'avait jamais manié une arme (...) Il fut l'homme d'une seule idée, d'un seul projet poursuivi envers et contre tous. Le seul projet cohérent conçu dans le cadre de l'OAS. Après son arrestation, c'est en pleine connaissance de cause, assurément, qu'il rédigea dans la solitude de sa cellule la longue et rigoureuse déclaration lue à son procès. Niant méthodiquement la légitimité du chef de l'État, assumant l'entière responsabilité de son acte et se refusant aux regrets, il se condamnait à mort, mais il se donnait un destin¹⁸ ». Pour Venner et son courant politique la guerre d'Algérie représente bien plus qu'un simple conflit : « (...) Au regard de l'histoire, quand le moment sera venu, elle apparaîtra surtout comme un combat perdu par l'Europe face à l'Afrique pour la défense de sa frontière du Sud. La guerre d'Algérie s'inscrit dans la longue histoire du flux et du reflux européens de part et d'autre de la Méditerranée depuis plus de deux mille ans, depuis

Rome et Carthage. Les historiens de l'avenir noteront que l'invasion de la France et de l'Europe par les foules africaines et musulmanes du XX^e siècle, commença en 1962 avec la capitulation française en Algérie¹⁹ ».

Une multitude de références

Nous l'avons déjà mis en évidence, lire l'essai autobiographique de Venner, c'est aussi naviguer au milieu d'un océan de références à l'idéologie d'extrême droite allant des années 30 à la période contemporaine. Dès l'introduction le propos est limpide : « Car déjà se faisaient jour le ressentiment, la haine de soi, le rejet du passé, le nihilisme mou, la religion de l'humanitaire, qui devaient marquer d'une durable empreinte les décennies suivantes et entériner une sortie programmée de l'Histoire²⁰ ». Et comme Venner le dit lui-même : « Nous étions les héritiers du combat précédent auquel il fallait donner un sens dans un paysage nouveau qui lui déniait toute signification. Nous avons entrepris une réflexion sur le contenu neuf à donner à ce que nous appelions le "nationalisme", mot dont nous avons fait notre drapeau, bien qu'il ne recouvrit que très imparfaitement ce que nous étions²¹ ». Précisant : « Mes choix profonds n'étaient pas d'ordre intellectuel mais esthétique. L'important pour moi n'était pas la forme de l'État – une apparence – mais le type d'homme dominant dans la société. Je préférerais une république où l'on cultivait le souvenir de Sparte à une monarchie vaurée dans le culte de l'argent²² ».

Cette vision du monde, il la partage et la théorise avec d'autres déjà rencontrés dans cette chronique : « Les membres de la Fédération des étudiants nationalistes et les très jeunes fondateurs du mouvement Occident furent les premiers à s'enthousiasmer pour les voies nouvelles qui étaient ouvertes. Certains d'entre eux ont poursuivi ensuite très loin ces réflexions suivant des voies qui leur étaient propres. Parmi eux, un garçon très impatient qui montrait déjà les dons éblouissants qui s'épanouiront plus tard sous la signature d'Alain de Benoist. Cette génération de très jeunes intellectuels formés à l'action autant qu'aux idées était d'une richesse assez rare comme le prouveront leurs itinéraires multiples et imprévisibles²³ ». Comme on a déjà pu le lire avec les références à Sparte et à l'Antiquité, Venner n'appartient pas au courant de la droite ultracatholique²⁴ mais plus à la branche païenne²⁵ de l'extrême droite : « Tout Européen soucieux de son identité en vient nécessairement à reconnaître que les sources en sont antérieures au christianisme et que celui-ci a souvent agi comme facteur de corruption des traditions grecques, romaines, celtes ou germaniques qui sont constitutives de l'Europe conçue comme unité de culture. Il n'était pas question de nier l'imprégnation chrétienne de l'Europe, mais d'en soumettre le bilan à la critique²⁶ ».

L'Algérie comme axe, y compris dans la redéfinition du racisme car pour Venner : « la décolonisation, phénomène essentiellement raciste (chasser le Blanc) [qui] avait reçu en France l'appui majoritaire d'une bourgeoisie bien-pensante acquise aux utopies cosmopolites²⁷ » a des conséquences lourdes : « Le spectre de l'Algérie hante toujours la France. Deux ou trois millions d'immigrés algériens, personne ne sait au juste, vivent ici, auxquels s'ajoutent un ou deux millions de "beurs" de nationalité française, mais de sentiments et de comportements incertains²⁸ ». Et de terminer sur cette redéfinition du racisme opéré par l'extrême droite qui garde néanmoins cette idée de hiérarchie et de non mixité possible : « Il a fallu du temps pour en arriver à cette idée nouvelle qu'en affirmant l'identité de "mon peuple" je défends celle de tous les peuples, qu'en assurant le droit égal de chaque culture, j'assure le même droit pour les miens. Respecter la culture enracinée de tous les peuples ne signifie pas qu'on accorde une égale considération à n'importe quoi. Parler d'égalité des cultures n'a pas de sens²⁹ ».



Logos of supporting organizations: Fédération Wallonie-Bruxelles, Wallonie, Parlement de Wallonie, Province de Liège, Province de Namur, Province de Luxembourg, ethias, Le Brabant wallon, P&V, FGTB Liège - Huy - Waremme, Solidarités mutuelles, Le Mutualité Socialiste, aide, Intradef, L'intercommunale ou service de votre eau, CEJ POWER, CALg Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl.

La 1ère



Le réseau « Territoire de Mémoire »
 Les villes ou les communes
 Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthistes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Boleil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warнетon, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeck, Evere, Farcennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Itrre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernieux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmédy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Ohay, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlainne, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
 Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot du Président

Par Jérôme Jamin

Pour beaucoup de personnalités marquées à l'extrême droite, « Bruxelles » est une capitale lointaine, cosmopolite et multiculturelle où « sévissent » les « bureaucrates apatrides », « pro-immigration », souvent « corrompus », à la solde du capitalisme et du marché, « contre les peuples, contre les nations, contre les identités ». Et plus ces personnalités sont à distance, plus l'image qu'ils proposent à leurs militants est loufoque et extravagante : le Premier ministre hongrois Viktor Orbán parle d'une ville « islamisée » sous le « contrôle du lobby de l'immigration et de George Soros... ». Certes, on a parfois un peu peur de ce qu'on ne connaît pas, et il faut comprendre qu'avec une telle concentration du pouvoir, cette ville devient vite un fantasme pour celui qui doit parcourir 1000 ou 2000 kilomètres avant d'arriver au rond-point Schuman dans le quartier européen. Washington subit le même sort dans l'esprit de beaucoup d'Américains issus de l'Utah, du Wyoming ou du Nebraska : « un repère de "mondialistes déracinés" sans âme, sans cœur, sans identité ».

Pour Les Territoires de la Mémoire, ses membres et ses militants en Belgique francophone, Bruxelles, c'est l'affaire de 10 à 120 minutes maximum de déplacement, nous avons un accès géographique direct au cœur des institutions et de toutes les structures publiques ou privées qui pèsent sur elles, notamment les lobbies en tout genre, dont certains instituts politiques qui se battent pour préserver le caractère démocratique de l'Union, mais aussi l'État de droit au sein des États-membres.

Ce qui précède prend aujourd'hui une tournure d'autant plus particulière que notre ancien Premier ministre Charles Michel a été nommé le 2 juillet Président du Conseil européen (il succède à Donald Tusk), et qu'un autre ancien ministre belge (Didier Reynders) a été désigné le 10 septembre Commissaire européen en charge de la Justice, c'est-à-dire notamment du contrôle du respect par les États-membres des

principes fondamentaux qui régissent l'Union européenne, notamment au niveau de l'État de droit. Ces deux fonctions sont capitales par rapport au chemin que prendra l'Union dans les cinq ans.

Paradoxalement, on ne profite pas de cette proximité pour renforcer l'agenda progressiste, rien n'indique que le monde intellectuel, journalistique, associatif ou politique belge francophone profite davantage de cette position stratégique que d'autres villes ou régions. Et avec l'apparition de régimes hybrides semi-démocratiques comme la Hongrie ou la Pologne, il y a sans doute une opportunité à saisir. Viktor Orbán n'est pas simplement le champion d'une Europe blanche et chrétienne et un modèle pour de nombreux partis d'extrême droite en Europe (dont la Ligue de Matteo Salvini en Italie), il est l'artisan d'une politique de l'immigration zéro au sens littéral, pas un migrant sur le territoire ! Il sait se tourner vers Vladimir Poutine quand Bruxelles lui reproche sa mainmise sur les médias et la mise au pas de la magistrature qui aujourd'hui – factuellement – n'est plus indépendante. Il apprécie Recep Tayyip Erdoğan pour son leadership et ses méthodes autoritaires, et par-dessus tout, il rêve de déplacer le centre de gravité culturelle et idéologique de l'Union européenne vers l'Europe centrale. À ses yeux, les nations « islamisées » victimes du « grand remplacement » (France, Belgique, Royaume-Uni, etc.) doivent regarder vers la Hongrie et la Pologne pour se régénérer et renouer avec l'Europe chrétienne ! L'Europe éternelle ! ●●



Portez la Mémoire et construisez l'avenir

Devenez membre

et profitez entre-autres des avantages suivants :



▼ La revue Aide-Mémoire à votre domicile



▼ L'entrée gratuite à l'exposition Plus jamais ça !



▼ Tarif réduit pour les activités de La Cité Miroir



Versez 10 € (5 € pour les moins de 26 ans) sur le compte
BE14 0682 4315 5583
 Une carte vous sera envoyée
 et vous bénéficierez des avantages.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

www.territoires-memoire.be/membre

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire"
 • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable: Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Jacques Smits • Vice-directeur : Philippe Evrard • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.
 Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • **ISSN 1377-7831**

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers. Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60. Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).